



# Les migrants

## Lettre 98 aux cercles de silence

Janvier 2025

En ce début d'année, peut-on souhaiter une « bonne année 2025 » ? Cela semble prétentieux. En effet Il n'est pas certain que l'année 2025 sera bonne pour les plus pauvres, les plus abandonnés, les malades, les personnes en danger. Ne pourrait-on pas souhaiter pour 2025 que les pays et leur gouvernement respectent les accords internationaux qu'ils ont signés et applique à toutes les personnes les lois qu'ils ont votées ?

Sauf si l'on se rapporte à la petite sœur espérance que présente Charles Péguy. Certains la considère « comme une enfant qui n'aurait pas la force de marcher. Et qu'on traînerait sur cette route malgré elle. Et en réalité c'est elle qui fait marcher ... tout le monde. Et qui le traîne. Car on ne travaille jamais que pour les enfants. » On peut s'appuyer sur elle car « L'Espérance voit ce qui n'est pas encore et qui sera. »

Charles Péguy, *Le porche du Mystère de la deuxième vertu*, Nouvelle Revue française, 1916

Espérons donc que le travail des ONG et les cercles de silence redoublent d'efficacité et de compassion, et montrent le chemin d'Espérance qui mène à la Paix et la Joie. L'espérance fait marcher : la preuve un nouveau cercle de silence se tient à **Soultz s/s Forêt** (Bas-Rhin).

Dans la Manche, sur les côtes françaises, il y a de plus en plus de police et d'instruments sophistiqués de surveillance, en même temps, il y a de plus en plus de migrants morts. Qu'en concluez-vous ?

### Table des matières

CENTRES DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE .....	2
Fin d'année "tragique" dans les CRA : quatre personnes sont mortes en rétention .....	2
Saint-Jacques-de-la-Lande.....	4
Cornebarrieu .....	4
CERCLES DE SILENCE .....	4
<b>Soultz s/s Forêt</b> .....	4
FRANCE.....	5
700 demandes d'asile de Syriens actuellement suspendues en France .....	5
Un titre de séjour en France pour le Guinéen , héros du film "L'Histoire de Souleymane" .....	6
<b>Avignon</b> .....	6
Mayotte .....	7
Nord de la France.....	10
Noyelles-sur-mer.....	11
Ouireham.....	12
Sangatte.....	12
Somme .....	13
MANCHE .....	13

UNION EUROPÉENNE .....	15
Les événements qui ont marqué l'année 2024 .....	15
Allemagne.....	17
Bulgarie.....	21
Espagne.....	21
Grèce.....	28
Italie.....	31
EUROPE.....	33
Bosnie- Herzégovine.....	33
Royaume-Uni.....	33
AFRIQUE .....	36
Libye.....	36
Mali.....	38
Maroc.....	38
Sénégal.....	39
Soudan.....	39
Tunisie.....	40
AMERIQUE .....	41
CANADA .....	41
USA .....	42
TEMOIGNAGE.....	43

## CENTRES DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

### ***FIN D'ANNEE "TRAGIQUE" DANS LES CRA : QUATRE PERSONNES SONT MORTES EN RETENTION***

Depuis octobre 2024, quatre personnes sont décédées pendant leur enfermement, déplorent quatre associations présentes dans ces structures. Deux retenus se sont suicidés à **Marseille et Paris-Vincennes**. À **Oissel**, près de Rouen, un homme est mort à l'hôpital quelques jours après avoir cessé de s'alimenter dans le centre. Et au **Mesnil-Amelot**, un retenu est décédé pour "*raisons médicales incertaines*". D'après certains témoins du drame, plusieurs appels à l'aide avaient été communiqués aux policiers, en vain, pour sauver le jeune homme qui avait perdu connaissance. "*Notre inquiétude aujourd'hui se veut d'autant plus grande que les actes d'automutilation, gestes désespérés et les tentatives de suicide se multiplient ces dernières semaines*", préviennent les associations dans leur communiqué. En 2023 aussi, 4 personnes avaient perdu la vie dans les CRA.

Pour les associations, "*ces décès auraient pu être évités si la vulnérabilité et l'état de santé - physique et mental - des personnes avaient été pris en considération par l'administration avant toute décision de placement*". Avant leur entrée en CRA, les retenus sont soumis à un examen médical qui sert à déterminer si oui ou non, leur état de santé leur permet d'être retenu. En cas d'avis défavorable, le médecin délivre alors un "**certificat d'incompatibilité**" qui exonère la personne d'un

enfermement. Mais dans les faits, *"ces certificats ne sont pas forcément pris en compte par les préfectures"*, indique le directeur de l'appui juridique chez France terre d'asile, présente à Oissel. Des personnes vulnérables physiquement ou psychologiquement peuvent donc être retenues, malgré l'avis médical.

*"La rétention est devenue l'instrument de la politique d'éloignement de la France, et cette politique s'applique sans se soucier des fragilités des personnes concernées"*. Tous les ans, le nombre de personnes enfermées en rétention augmente : en 2023, plus de 46 000 personnes ont été admises en CRA, contre 43 000 en 2022. *"Dans ce contexte, difficile de vérifier rigoureusement si chacun est apte à l'enfermement"*.

La personne décédée ce 27 novembre à Paris-Vincennes, originaire d'Argentine, n'avait pas été détectée comme inapte à la rétention avant son placement, malgré plusieurs tentatives de suicide passées, en détention. *"Une fois au CRA, il a essayé de mettre fin à ses jours une première fois, et a été conduit à l'infirmerie psychiatrique de la préfecture, explique le Groupe SOS Solidarités-Assfam présent dans ce CRA. À son retour au centre, il a fait une nouvelle tentative de suicide et a été transféré à l'hôpital. Il est mort deux jours plus tard"*. Il arrive également que des certificats d'incompatibilité rédigés durant la rétention soient ignorés par les autorités. Avec des conséquences tragiques. *"L'an passé, une personne est morte alors qu'un certificat lui avait été délivré pendant son enfermement. C'est pourquoi nous demandons que ces avis soient réellement étudiés par la préfecture et par les juridictions qui décident du prolongement de la rétention. Et ce, en amont et pendant le séjour dans les centres"*.

Certains retenus aptes à la rétention au moment de leur arrivée dans le centre voient aussi leur santé se dégrader au fil des jours. En cause ? Les conditions de vie dans les CRA. Celui de Oissel, construit en 2004, est tristement connu pour son manque d'entretien. *"L'endroit est vétuste et les retenus sont cinq par chambre. Le centre n'est pas une prison mais il en a toutes les composantes, les exilés évoluent dans un univers très carcéral. Ce n'est pas anodin d'être enfermé dans un endroit clos pendant des semaines, voire des mois, où il n'y a rien à faire"*. Pour le responsable, la rétention peut ainsi *"accentuer des troubles existants"*, mais aussi *"en déclencher de nouveaux"* chez des personnes pourtant en bonne santé avant leur enfermement. *"L'état de santé des retenus se dégrade au fur et à mesure. On voit bien qu'entre le premier jour d'enfermement et ceux d'après, les personnes changent. Des exilés, qui étaient à leur arrivée alertes et concernés par leur situation, deviennent parfois complètement passifs, apathiques. D'autres, qui étaient dans les premiers jours calmes et posés, peuvent ensuite montrer des signes d'impatience et d'agressivité, détaille-t-elle. Je ne suis pas médecin, mais ce que l'on constate est parlant"*.

Dans son dernier rapport dur la détention publié en avril 2024, la Cimade fait le même constat, d'autant plus que *"les permanences médicales [dans les CRA] ne sont pas systématiquement assurées"*. Ainsi, malgré la présence d'équipes médicales dans les centres – trois infirmières et cinq médecins se partagent les gardes à Oissel par exemple - l'accès aux soins reste *"compliqué"* pour les retenus. *"Certains centres n'ont pas de psychologues à leur disposition. Et lorsqu'un retenu demande à consulter hors de la structure, il arrive qu'il n'y ait pas de policiers disponibles pour l'y emmener"*.

Dans leur communiqué, les associations revendiquent *"un accès aux soins et une prise en charge médicale effective des personnes enfermées en CRA"*. Alors même que le temps de rétention ne cesse de s'allonger ces dernières années. D'un maximum d'une semaine dans les années 1980, il est fixé à 90 jours depuis 2019. En 2017, la période moyenne d'enfermement était de 12,8 jours, contre un mois aujourd'hui. *"Forcément, l'allongement de la durée de rétention augmente la vulnérabilité des personnes. D'où la multiplication des tentatives de suicides ces dernières années"*. Et les récentes déclarations du ministre de l'Intérieur ne rassurent pas les associations. En octobre, celui-ci avait annoncé vouloir allonger la période maximum de rétention à 210 jours.

La loi de janvier 2024 autorise, la délivrance d'OQTF à de nouveaux profils. Des personnes arrivées avant l'âge de 13 ans en France notamment peuvent désormais se retrouver, un

jour, en CRA. Une situation qui pourrait occasionner, là encore, "stress et incertitudes". "Avec les impacts dramatiques que l'on connaît".

## **SAINT-JACQUES-DE-LA-LANDE**

### **Tentative d'évasion du centre de rétention près de Rennes**

Deux hommes ont été condamnés par le tribunal judiciaire de Rennes (Ille-et-Vilaine), le 7 janvier 2025, pour tentative d'évasion du CRA de Rennes. Dans la nuit du 5 au 6 janvier 2025, vers 2 h du matin, ils escaladent le bâtiment du Centre de rétention administrative (CRA) de Saint-Jacques-de-la-Lande, près de Rennes (Ille-et-Vilaine), aidés par un complice, resté faire le guet. Ils sont munis de deux cordes confectionnées avec des lanières de draps tressées entre elles et de deux matelas servant à se protéger des barbelés. Après avoir eu vent de leur ascension, des forces de l'ordre se présentent rapidement sur les lieux et procèdent à leur interpellation.

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/ille-et-vilaine/tentative-devasion-du-centre-de-retention-pres-de-rennes-on-voulait-recuperer-nos-ballons-e1bffd16-cd04-11ef-8d90-909e2a097509>

## **CORNEBARRIEU**

En 2024, 1100 personnes ont été retenues à ce jour donc moins que les 1400 personnes retenues en 2023 car tout un secteur a été inoccupé durant plusieurs mois à la suite de l'incendie du 9 avril 2024 et aussi car les durées de rétention s'allongent. Les instructions du ministère de l'intérieur aux préfets font que les rétentions sont systématiquement prolongées jusqu'à 90 jours même quand il n'y a aucune possibilité d'expulsion. Avec ce durcissement, il faut à tout prix faire du chiffre, que ce soient des malades ou bien des pères de famille installés et travaillant. Tout est bon pour être expulsé...

La CIMADE a été reconduite dans son action dans les CRA, mais le projet de confier cette action à l'OFII pourrait figurer dans une nouvelle loi annoncée par le ministre avec la prolongation de la rétention à sept mois...

**2024 marque les 40 ans de la création des Centres de Rétention Administrative** pour l'enfermement des personnes migrantes, sans jugement, au seul motif de ne pas avoir d'autorisation de séjour. C'est le cas du CRA de Cornebarrieu qui sert à enfermer environ 120 personnes et qui est situé au bout des pistes de Blagnac. Le Cercle de silence de Toulouse s'est créé, il y a 17 ans, pour protester contre l'ouverture de ce CRA et les mauvais traitements ainsi infligés à ces étrangers en situation administrative irrégulière.

# **CERCLES DE SILENCE**

## **SOULTZ S/S FORET**

### **Un nouveau cercle de silence**

Une association d'accueil de réfugiés, SOFAR de Soultz s/s Forêt, s'est dissoute fin 2024 après avoir recherché en vain un logement durant plus d'une année. Même si d'autres formes de solidarité existent heureusement, quelques personnes d'ex-SOFAR ont estimé que cette dissolution ne devrait pas conduire à une démobilisation face à une opinion publique apparemment indifférente au drames des migrations internationales, voire même consentante aux politiques migratoires de la France et de l'UE de plus en plus répressives envers les personnes migrantes. D'où cette proposition d'un cercle de silence mensuel pour interpeller les consciences.

Il se tient à Soultz sous Forêt tous les 1er vendredis du mois de 17h à 18h place du Général de Gaulle. Le 3 janvier 2025 nous avons formé le 1er cercle de silence de 17h à 18h à 67250 Soultz sous Forêts, chef-lieu de canton environ à mi-chemin entre Wissembourg au nord et Haguenau au sud. Le nombre de personnes participantes a varié. De 5 personnes pour commencer, nous étions passé à 7 ou 8 pendant un bon quart d'heure puis seulement 3 pendant une vingtaine de minutes avant que ce nombre remonte à 5. Au moins 5 personnes supplémentaires se sont arrêtées pour quelques minutes symboliques de soutien. Parmi les personnes présentes, le spectre des convictions allait d'un militant de LFI à une religieuse (mais l'un n'empêche pas l'autre!). Compte tenu de la configuration temporaire de la place du marché, avec des sapins et des chalets du marché de Noël non encore enlevés, nous avons choisi un lieu de passage obligé pour les personnes voulant se rendre du parking du supermarché vers la place du marché hebdomadaire. Pour nous éviter un arrêté d'interdiction le maire nous a demandé de préciser le lieu, la place du Général de Gaulle, en rajoutant "hors du périmètre du marché". L'argument du maire était un peu faible: "les commerçants qui paient leur emplacement pourraient se plaindre du dérangement créé par une manif même silencieuse en plein milieu du marché". Pour ce 1er vendredi de janvier, avec une température extérieure autour de 0°, il y avait peu de monde au marché et d'ailleurs moins de commerçants. Malgré ce contexte défavorable nous avons pu distribuer une trentaine de tracts et nous étions bien visibles pour cette première.

## FRANCE

### **700 DEMANDES D'ASILE DE SYRIENS ACTUELLEMENT SUSPENDUES EN FRANCE**

*"Il y a aujourd'hui 700 demandes d'asile syriennes qui sont à l'instruction par l'Ofpra [Office français pour la protection des réfugiés et des apatrides], et qui sont suspendues en attendant d'en savoir plus", a expliqué dimanche 5 janvier 2025 le ministre français des Affaires étrangères. Plus de 100 000 demandes de protection internationale émanant de Syriens en exil dans l'Union européenne (UE) sont à l'étude dans les 27 pays membres, selon l'agence de l'UE pour l'asile (EUAA). La France n'est pas la seule à avoir suspendu les études des dossiers d'asile syriens. Dans un contexte de forte progression des partis d'extrême droite aux récentes élections, une dizaine de pays européens ont décidé, dès la chute de Bachar Al-Assad à Damas début décembre, la même suspension.*

*À Paris, cette décision de suspension, a été "prise à froid, réfléchie. Elle est mal perçue dans le débat public alors qu'elle n'est pas forcément négative", selon un juriste spécialisé en droit d'asile à Forum réfugiés. "C'est même le contraire de la précipitation. L'Ofpra attend de savoir s'il y a des craintes légitimes en cas de retour dans le pays. Tant qu'elle ne peut pas répondre à cette question, elle suspend ses décisions." Le chef de la diplomatie française a également indiqué que certains réfugiés pourraient rentrer en Syrie sans immédiatement perdre leur statut, ce que la loi française, en principe, ne leur permet pas. "Dans une situation aussi particulière que celle que nous vivons, [...] il est légitime que certains Syriens qui ont le statut de réfugié souhaitent rapidement retrouver leur famille, leurs biens, leur maison, sans pour autant, parce qu'ils n'ont pas encore toutes les assurances, renoncer définitivement à la protection". Le gouvernement français examine cette situation. "Il y a des dérogations qui sont possibles dans certaines circonstances [...] Elles ont été accordées dans certains cas". L'association Revivre, qui accueille depuis 2004 les réfugiés syriens en France, demande "un engagement moral, humaniste des autorités françaises, consistant à dire que les réfugiés syriens peuvent aller en Syrie sans qu'il y ait de problèmes à leur retour en France".*

Environ 45 000 Syriens bénéficient du statut de réfugié politique sur le territoire français,

soit 0,07 % de la population. Plus de la moitié des Syriens ont fui leur domicile depuis le début du conflit en 2011, soit 13 millions de personnes, selon l'agence de l'ONU pour les réfugiés (HCR). La majorité s'est réfugiée à l'étranger, notamment dans les pays voisins. La Turquie est de loin le premier pays d'accueil : il comptait fin 2024 plus de trois millions de réfugiés syriens, représentant 3,5 % de sa population. En Europe, l'Allemagne arrive largement en tête avec 781 000 réfugiés ou demandeurs d'asile syriens (soit 0,92 % de la population allemande), selon le HCR. Ils étaient aussi 87 700 en Suède (0,87 % de la population) ou encore 79 000 aux Pays-Bas en 2024 (0,44 % de la population).

## ***UN TITRE DE SEJOUR EN FRANCE POUR LE GUINEEN , HEROS DU FILM "L'HISTOIRE DE SOULEYMANE"***

Le jeune Guinéen vivant jusqu'alors en situation irrégulière en France, a obtenu mercredi 8 janvier 2025 un titre de séjour d'un an. Primé au festival de Cannes en 2024 pour son premier rôle dans "L'Histoire de Souleymane", le jeune acteur vivait depuis dans la crainte d'une expulsion. Le préfet "*lui a délivré un titre de séjour 'salarie' ce matin [mercredi 8 janvier 2024], valable un an*", s'est félicitée son avocate. "*Être sans-papiers, c'est comme si tu n'existais pas*", avait-il confié en octobre 2024. "*Pourtant, on existe...*". Pour obtenir ce titre, le jeune homme de 23 ans, qui vit à Amiens, dans le nord de la France, a produit une promesse d'embauche comme mécanicien et a pu bénéficier de la circulaire de 2012 de régularisation par le travail

Présenté au dernier Festival de Cannes dans la section Un certain regard, le film de Boris Lojkine a reçu le Prix du jury et le Prix d'interprétation masculine pour Abou Sangare.

Le jeune homme avait été recruté lors d'un casting à Amiens pour jouer le rôle poignant d'un Guinéen livreur à vélo à Paris, qui prépare son entretien de demande d'asile, dans une situation de grande précarité. Il a lui-même été confronté à trois refus de régularisation. Le 24 juillet 2025, le tribunal administratif d'Amiens avait validé l'Obligation de quitter le territoire français (OQTF) qui lui était faite. Toutefois, "*en raison du parcours d'intégration de l'intéressé*", le préfet avait alors sollicité début août un réexamen de sa situation.

Parti de Guinée en 2016, il avait parcouru le Mali, l'Algérie et la Libye avant de traverser la mer Méditerranée pour rejoindre l'Europe. Son but : trouver de l'argent pour soigner sa mère, gravement malade et restée au pays. Le parcours migratoire est éprouvant. "*La Libye, c'était horrible*", avait-il sobrement raconté après avoir été emprisonné dans le pays. Il arrive adolescent à Paris, en mai 2017. "*Je ne connaissais personne*", il monte dans un train pour Amiens, ville qu'il ne quittera plus. Il demande une protection de l'Etat français au nom de sa minorité. Sa demande est rejetée. S'ensuivent des années d'attente et de combat pour obtenir une régularisation.

*"Le jour où j'aurai un titre de séjour, je me présenterai directement au garage où je travaille comme mécanicien car je sais qu'un CDI m'attend". "Mon rêve, c'est de me stabiliser".* C'est désormais chose faite, après huit ans d'attente, le guinéen est enfin en règle.

### **AVIGNON**

#### **L'association Rosmerta lance une action pour soutenir trois jeunes étrangers.**

Trois mineurs étrangers sont récemment arrivés à Avignon. D'après Rosmerta, ils ne bénéficient pas de la prise en charge de l'Aide sociale à l'enfance alors que le juge des enfants l'a pourtant ordonné jusqu'à leur majorité. Afin de les soutenir, cette association a lancé un appel lundi 6 janvier 2025 sur Facebook. L'action consiste à envoyer massivement des mails aux élus du

Vaucluse, au département et à la préfecture.

L'association précise que l'action a déjà porté ses fruits, au moins 200 personnes ont répondu à cet appel. Rosmerta estime que cette participation est déjà suffisante et a donc décidé de suspendre l'opération plus tôt que prévu, mardi matin au lieu de mardi soir. *"Il y a deux objectifs. On sait que les élus [...] n'aiment pas trop qu'on les pointe du doigt dès que ce genre de dysfonctionnements sont mis en lumière. Puis d'un point de vue purement technique, c'est compliqué pour eux de gérer leur messagerie"*, indique un membre de l'association. Si le conseil départemental ne répond pas aux mails reçus, l'association compte aller plus loin, *"on pourrait envisager de faire des procédures judiciaires à l'encontre du Département. Tout dépendra de la réaction du Département."* Contacté par "ici Vaucluse", le Département n'a pas souhaité s'exprimer.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/des-boites-mails-d-elus-vaucusiens-surchargees-apres-un-appel-a-la-mobilisation-lance-par-rosmerta-6243793>

## MAYOTTE

### **Les ministres, de l'Intérieur, des Outre-mer et des Armées, veulent une « fermeté migratoire »**

Selon les ministres de l'Intérieur, des Outre-mer et des Armées, les « *désordres migratoires* » ont « *aggravé* » la situation dans le département, dévasté après le passage du cyclone Chido le 14 décembre. *« La vérité, c'est que sans la fermeté migratoire, nous reconstruirons Mayotte sur du sable : rien ne sera réglé et tout recommencera »*, assurent-ils.

Les trois ministres annoncent que le gouvernement présentera au Parlement « *un second projet de loi pour Mayotte travaillé en concertation avec les élus mahorais* ». Ils proposeront notamment d'« *allonger la durée de résidence régulière des parents sur l'accès des enfants à la nationalité française, lutter contre les reconnaissances frauduleuses de paternité ou étendre l'aide au retour volontaire des ressortissants africains dans leur pays d'origine* ».

Ils indiquent que de nouveaux moyens vont être mis en place pour **lutter contre l'immigration clandestine** : ils prévoient par exemple « *quatre radars légers* » et des « *caméras à très longue portée* » qui doivent être mis en place « *d'ici la fin du mois de janvier* ». « *Trois drones de nouvelle génération seront expérimentés à compter du printemps* ». Objectif affiché : **augmenter les éloignements d'étrangers** en situation irrégulière de « *25 000 aujourd'hui à 35 000 demain* ».

<https://www.ouest-france.fr/mayotte/mayotte-bruno-retailleau-manuel-valls-et-sebastien-lecornu-veulent-une-fermete-migratoire-9389f5b6-cb6f-11ef-ae13-2f9181d4848b>

### **Le plan du premier ministre « Mayotte debout »**

Le plan « *Mayotte debout* » vise à reconstruire l'archipel en deux ans. Un délai très court, que François Bayrou assume, décidé à « *faire mentir la fatalité* ». Une « *loi d'urgence* » pour Mayotte, qui sera au menu du Conseil des ministres, avant de prendre la direction du Parlement « *sous quinze jours* ». Le plan comporte plusieurs dizaines de mesures.

Les infrastructures sont une priorité. Le Premier ministre a évoqué une « *intervention* » imminente de « *l'armée* » pour rétablir l'eau : « *Avant la fin de la semaine, le volume de production d'eau potable obtenu avant Chido sera atteint* », a-t-il promis. L'électricité prendra plus de temps. Elle sera « *rétablie dans chaque foyer fin janvier* ». D'ici là, 200 groupes électrogènes alimenteront les équipements indispensables.

Comme le président de la république, il a dit vouloir « *interdire et empêcher la reconstruction des bidonvilles* ». Et pourtant, ils sont déjà de retour : dans ce département, le plus pauvre de France, un tiers de la population vit dans des habitats précaires. « *Il y aura des interventions*

*pour que l'on sorte de ce cycle infernal* ». Pour aider les familles mahoraises dont les maisons ont été endommagées, il annonce des prêts garantis par l'État.

La rentrée des classes aura lieu « *à partir* » du 13 janvier, au cas par cas. Des tentes-écoles seront fournies par une ONG. Et pour pallier le manque d'enseignants, l'État fera appel aux volontaires (retraités, étudiants...). S'agissant des élèves, « *une scolarisation temporaire dans l'Hexagone pourra être réalisée* », comme on l'a fait pour les enfants ukrainiens.

En soutien aux acteurs économiques, le Premier ministre a annoncé la création d'une « *zone franche globale* » afin « *que les entreprises puissent se développer et passer d'une économie souterraine à une économie régulière* ». Parmi les mesures, la suspension des cotisations sociales jusqu'au 31 mars 2025 et une aide financière d'urgence pour toutes les entreprises.

Il a aussi plaidé pour un « *recensement général et précis de la population* », dans ce département qui compte 320 000 habitants, plus 100 000 à 200 000 avec les sans-papiers. Une « *opération vérité* » pour sortir de « *l'ambiguïté* ».

Il ne s'agit pas seulement de reconstruire mais « *de dessiner l'avenir de Mayotte, différent* », a-t-il aussi expliqué. Il a dû, au cours de son déplacement, répondre à des élus locaux et des habitants échaudés par les années de « *promesses non tenues* ».

<https://www.ouest-france.fr/mayotte/dessiner-lavenir-de-mayotte-different-francois-bayrou-presente-un-plan-mayotte-debout-ba6196e2-c6c1-11ef-bba2-f7c457be7f94>

### **L'arrêté interdisant la vente de tôle n'empêche pas les bidonvilles de se reformer**

Le 14 décembre, le cyclone Chido a ravagé Mayotte et détruit la quasi-totalité des bidonvilles de l'île. Entre 100 000 et 200 000 personnes vivaient dans des "bangas", des habitats précaires, dans ce département de l'Océan indien. Les personnes en situation irrégulière ne peuvent plus se procurer de tôles, pourtant indispensables à la construction de leurs habitations informelles. Un arrêté pris par la préfecture du 101e département français et entré en vigueur samedi 4 janvier 2025 restreint *"la vente de tôles bac acier aux particuliers réparant leur domicile sur présentation d'un justificatif d'identité et d'un justificatif de domicile"*. Des documents que les sans-papiers ne possèdent pas. Pour la préfecture, *"cette mesure vise à protéger les Mahorais, alors que lors du passage du cyclone Chido, les constructions en tôle ont été détruites et les tôles ont constitué des projectiles, occasionnant un risque pour la vie humaine et la sécurité des biens et des personnes"*.

Pour les militants associatifs, cet arrêté ressemble davantage à une mesure anti-migrants. "[II] *s'inscrit dans une politique générale qui consiste à mener une lutte aveugle contre des populations étrangères, dont on veut pourrir l'existence*", dénonce le référent de la Ligue des droits de l'Homme (LDH) à Mayotte. *"Le préfet dit avoir pris cette décision pour protéger la population. Donc, si je comprends bien sa logique : les Mahorais achètent de la tôle inoffensive et les autres, les Comoriens, de la tôle dangereuse ? Cela n'a aucun sens"*. Cette mesure risque-t-elle d'avoir un impact sur la reformation des bidonvilles, dont le premier ministre avait promis lors d'un déplacement à Mayotte fin décembre d'*"empêcher [la] reconstruction"* ? Il va y avoir des conséquences, notamment sur la qualité des habitations. Les migrants utiliseront des morceaux de tôle abimés, trouvés dans des décharges ou autour de chez eux. On peut aussi craindre le développement d'un réseau parallèle : des locaux qui revendent de la tôle à prix fort aux personnes en situation irrégulière, déjà très précaires.

Mais plus de trois semaines après le passage du cyclone Chido, les migrants vivant dans des bangas n'ont pas attendu les annonces gouvernementales. La grande majorité des bidonvilles ont déjà été reconstruits, le plus souvent avec des morceaux d'acier récupérés à proximité de leurs anciennes habitations. *"Quelques heures après le passage du cyclone, les exilés s'affairaient déjà à remonter leur logement"*. *"Que pouvaient-ils faire d'autre ? C'est tout ce qu'ils ont"*. Pour pouvoir



édifier leurs habitats dans l'urgence, le système D est poussé à son paroxysme. À la décharge informelle du terre-plein de M'tsapéré, village au sud du chef-lieu de Mamoudzou, les habitants fouillent dans les monceaux géants d'ordures et repartent avec du matériel de construction en mauvais état sur la tête. La maison que rebâtit un homme de 41 ans, avec son frère est ainsi *"moins résistante que celle qui était là avant"*, affirme-t-il. Selon un architecte et sociologue, les grands bidonvilles près de Mamoudzou ont *"tous [été] reconstruits jusqu'à 80% au bout d'une semaine"* après le cyclone.

### **Dix jours après le passage du cyclone, l'aide humanitaire peine à atteindre les bidonvilles**

Dans le bidonville de Doujani, où elle habite avec sa fille, cette mère de famille d'origine comorienne mais née en France semble résignée. Dix jours après le passage du cyclone Chido qui a ravagé en grande partie l'archipel de Mayotte, elle n'a toujours pas pu obtenir d'aide. *"On a été abandonnés"*, tance-t-elle au milieu des tôles et des débris qui jonchent le bidonville. Cependant, lundi 23 décembre 2024, une distribution humanitaire a eu lieu près de son quartier informel mais les habitants du bidonville *"n'ont pas été informés"*. *"On s'est rendu compte qu'il se passait quelque chose quand on a vu des gens remonter la route avec de l'eau"*. Lorsqu'elle est arrivée sur place, près de l'école Doujani 2, c'était trop tard. *"Une foule"* espérait récupérer un lot de farine, une bouteille d'eau, des vermicelles et de la soupe mais *"il n'y en avait pas assez pour tout le monde"*. *"Nous sommes des dizaines à n'avoir rien eu"*, ajoute-t-elle après être rentrée chez elle les mains vides. *"Ils nous ont dit qu'ils allaient revenir mais on ne sait pas quand"*.

De tels témoignages se multiplient à Mayotte alors que l'État a mis en place un pont humanitaire aérien et maritime au lendemain du passage du cyclone. Mais l'acheminement de l'aide humanitaire peine à se concrétiser, surtout dans les bidonvilles.

Plus au nord, à Kawéni, un quartier de Mamoudzou réputé pour être *"le plus grand bidonville de France"*, les habitants vivent encore livrés à eux-mêmes. Des distributions ont eu lieu, là aussi, mais pas en quantité suffisante. *"Elles restent marginales et n'ont jamais lieu à proximité des bidonvilles"*, explique le coordinateur de Médecins du Monde à Mayotte. *"Les gens qui sont autour de moi et qui vivent dans les bidonvilles n'ont toujours rien"*. Même son de cloche du côté de Passamainty, au sud de Mamoudzou. *"Dans les bidonvilles, il n'y a rien"*, assure un humanitaire. *"Au niveau gouvernemental, il n'y a pas de distribution de masse"*, explique-t-il, précisant que, comme dans les autres quartiers, de l'eau est distribuée, mais en quantité insuffisante. *"Pourtant les routes sont désenclavées, les gens peuvent se déplacer, l'électricité revient... Mais l'aide n'atteint pas les bidonvilles"*.

Dans ces quartiers, sous une chaleur de plomb (environ 30 degrés) exacerbée par la disparition de la végétation arrachée par le cyclone, les habitants reconstruisent comme ils peuvent leurs habitats précaires sur les ruines laissées par Chido. *"Il n'y a pas de réponse efficace pour remédier aux problématiques actuelles. Il y a beaucoup d'attente de la population qui veut de l'eau, de la nourriture"*, commente l'humanitaire qui alerte : *"la colère monte"*.

Le ton monte aussi chez les élus locaux. Plus de dix jours après le cyclone, des élus mahorais ont poussé un cri d'alarme ce mardi face à *"l'écart"* entre les annonces de l'État et le manque criant d'aide sur le terrain. *"On voit que la mobilisation est là, mais ce n'est pas concret sur le terrain"*, a déploré la vice-présidente de l'Union nationale des centres communaux d'action sociale (CCAS) de la commune de Dembeni. Eau, denrées alimentaires, secours... Sa commune *"n'en a pas vu la couleur"*, constate-t-elle. Alors *"on se débrouille comme on peut"*. Faute de quantités suffisantes, la commune choisit *"à qui on donne, à qui on donne pas"*, et a fermé ses centres d'hébergement d'urgence *"car on n'a pas de quoi donner à manger aux familles"*, se désole-t-elle. *"Je ne comprends pas comment, près de dix jours après le cyclone, l'aide ne soit toujours pas là"*, lâche l'élue, pour qui c'est *"une question de vie ou de mort"*. Elle dénonce un *"effet de communication"* de l'État. Selon le

ministère de l'Intérieur, les secours ont fait face à un terrain difficile du fait de l'isolement de Mayotte dans l'océan et du niveau de dévastation de l'île. Mais en dix jours, 390 000 litres d'eau et 65 tonnes de nourritures ont été distribués à la population, plaide l'État. Et toutes les communes ont été livrées au moins une fois en eau et en denrées alimentaires, assurent les autorités.

En plus du pont aérien mis en place depuis La Réunion, un premier navire transportant plus de 200 conteneurs, dont 35 remplis de bouteilles d'eau, 10 de vivres, sans compter du matériel et des engins, est arrivé ce lundi à Mayotte. Un effort qu'il "*ne faut pas relâcher*", estime le député de La Réunion, qui, dans une lettre adressée au Premier ministre, appelle à "*renforcer significativement les moyens déployés pour répondre à cette crise*".

"*Jamais une telle logistique, aussi massive, aussi immédiate, n'a été déployée*" en France, a déclaré de son côté le ministre de l'Intérieur. Le nouveau ministre des Outre-Mer a, lui aussi, réagi ce mardi, lors de sa passation de pouvoir. Il a dit ne pas "*ignorer la colère, la peur, le sentiment d'abandon et l'angoisse [des] compatriotes mahorais*", assurant que "*l'État est en train d'y répondre*" tout en admettant que le travail sur le terrain est "*long, difficile et complexe*".

## NORD DE LA FRANCE

### Malgré l'ouverture du Plan grand froid, des dizaines de migrants ont passé la nuit sous la neige

Les flocons sont tombés une bonne partie de la nuit de mercredi à jeudi, et dans la matinée qui a suivi. Les habitants du Pas-de-Calais et du Nord se sont réveillés jeudi 9 janvier 2025 avec un manteau neigeux recouvrant les toitures des habitations, les voitures et les rues. Les deux départements étaient, de mercredi 15h à jeudi midi, en vigilance orange neige-verglas, avec des températures négatives. Météo France avait prédit que "*sur l'ensemble de l'épisode, les hauteurs de neige prévues sur le nord-ouest du Nord-Pas-de-Calais sont de l'ordre de trois à sept centimètres, localement dix centimètres, en atteignant même très localement jusqu'à quinze centimètres sur le relief du Boulonnais*". Dans ces circonstances, les préfetures ont déclenché le Plan grand froid : dès samedi 4 janvier et jusqu'à lundi 13 janvier 2025 pour le Nord, de vendredi 3 à lundi 6 janvier pour le Pas-de-Calais avant de reprendre de mercredi 8 à samedi 11 janvier 2025.

À Calais et Grande-Synthe, où survivent environ 500 migrants, des gymnases ont été ouverts pour héberger les sans-abris. Et pourtant, des dizaines d'exilés ont dû passer la nuit dehors, sous la neige. "*Sur notre ligne d'urgence, on a été contacté par quelque 80 personnes, réunies en petits groupes, qui réclamaient un toit. Elles étaient trempées et n'avaient pas eu accès aux mises à l'abri*", indique la coordinatrice de l'association Utopia 56 à Calais.

Comment expliquer que certains exilés n'aient pas pu obtenir une place dans les hébergements du Plan grand froid ? Les associations pointent du doigt les autorités : certes, quelques maraudes des préfetures ont été organisées dans les campements pour avertir les migrants, mais en nombre insuffisant. "*Avec d'autres associations, nous avons sillonné les lieux de vie pour prévenir les gens et on a remarqué que beaucoup n'étaient pas au courant de ce dispositif d'urgence*" et même son de cloche du côté d'Utopia 56 à Grande-Synthe. Contactées, les préfetures du Pas-de-Calais et du Nord n'ont pas répondu à nos sollicitations.

D'autre part, les gymnases mis à disposition des personnes à la rue ne sont accessibles qu'à certains horaires, très précis. Passé 17h30 à Grande-Synthe, et 18h30 à Calais, aucun homme seul ne peut accéder aux centres d'hébergements – les familles sont en revanche autorisées à y pénétrer même après les heures d'ouverture. "*Plusieurs personnes se sont présentées après 17h30 au gymnase mais on ne les a pas laissées entrer*", signale néanmoins la coordinatrice d'Utopia 56 à Grande-Synthe. Des témoignages similaires ont été recueillis par son homologue à Calais.

Les humanitaires regrettent également que ces structures d'urgence restent fermées durant la journée. Les exilés doivent quitter les lieux tôt le matin et ne peuvent y revenir qu'en fin d'après-

midi. "On est contents, bien sûr, que le Plan soit activé mais la plus grande problématique reste son accès". "C'est une demi-mesure qui n'est pas adaptée à la réalité des conditions de vie de ces personnes. Demander aux gens de retourner dehors la journée, cela n'a pas de sens. Comme si le froid et la neige s'arrêtaient lorsqu'il fait jour".

D'ordinaire, le quotidien des migrants dans les camps du nord de la France est très précaire. Les exilés manquent de tout : de chaussures fermées, de vêtements chauds, de couvertures, de tentes, de produits d'hygiène, de nourriture, d'eau... Alors lorsqu'un évènement climatique de cet ordre frappe la région, leurs conditions de vie se compliquent encore davantage. "Au vue de l'état de la ville, de la neige mouillée sur les trottoirs, je n'ose même pas imaginer sur les lieux de vie. Cela doit être atroce", s'inquiète Utopia à Calais. Vivre dehors par des températures glaciales augmentent les risques de mourir d'hypothermie. Dans le Nord, deux personnes, dont une sans-domicile fixe, sont mortes en raison des intempéries, a indiqué jeudi la préfecture dans un communiqué.

Mais malgré cette vague de froid, la politique du « zéro point de fixation » prônée depuis des années par l'État perdure. Mardi, le **camp de Loon-Plage**, près de Grande-Synthe, a été **démantelé** par les autorités : les tentes, les sacs de couchage et les effets personnels des habitants ont été saisis. Quelques heures plus tard, les migrants se sont réinstallés au même endroit, mais beaucoup **ne possédaient plus de tente pour se protéger**, à quelques heures des chutes de neige annoncées.

## NOYELLES-SUR-MER

### Peines de prison ferme pour deux passeurs interpellés près de la côte picarde

Interpellés le 26 décembre à Noyelles-sur-Mer, deux passeurs viennent d'être condamnés par le tribunal d'Amiens. Ils écotent de six et neuf mois de prison ferme, et d'une interdiction de se rendre sur le territoire français pendant 10 ans. Les deux hommes d'origine italienne et allemande sont âgés de 24 et 23 ans.

Lors de leur interpellation, plusieurs objets suspects ont été retrouvés dans leur voiture. D'abord, un canot pneumatique, 11 jerricans d'essence, 48 bouées de sauvetage et un moteur de bateau. Derrière la vitre du tribunal, les deux amis ont présenté une défense fragile et naïve, par l'intermédiaire de deux traductrices. C'est en boîte de nuit, en Allemagne, que l'homme de 23 ans explique avoir fait une rencontre et accepté de conduire une Peugeot 3008 jusqu'en France, en échange de 300 euros. Un "boulot tout bête", selon lui. Il propose alors à son ami de l'accompagner. Sur un groupe Whatsapp, trois personnes, "que je ne connais pas, dont les noms sont écrits en arabes", décrit-il, lui donnent des indications sur le parcours, au fur et à mesure.

Le jeune Italien, lui, raconte, d'une voix tremblante, qu'il pensait "partir en vacances, pour faire des balades aquatiques". Le président perd alors patience : "Mais vous pensiez que le canot et les 48 bouées allaient servir à quoi exactement ? À regarder les phoques en baie de Somme ?" "Je n'aurais jamais imaginé que ça pouvait aider des migrants à traverser", répond le jeune Allemand. Le président lui fait par ailleurs remarquer que son téléphone a borné sept fois depuis début novembre dans des zones de départ de migrants. Une question que l'homme justifie à nouveau de façon parcellaire.

Face à des versions floues, contradictoires, le Procureur rappelle la gravité des faits : leur "participation à un système de traite d'être humain, d'exploitation de la misère et la détresse humaine". Il requiert 12 et 18 mois de prison ferme. Ce sera finalement six et neuf mois. Les deux hommes restent donc en prison. Le Procureur a aussi rappelé que 2024 a été l'année la plus meurtrière dans la Manche depuis 10 ans.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/6-et-9-mois-de-prison-ferme-pour-deux-passeurs-interpelles-pres-de-la-cote-2403440>

## OUISTREHAM

### Après avoir porté plainte, la Ville demande une « expulsion immédiate » d'un squats

Deux nouveaux squats ont été officialisés par l'Assemblée générale de lutte contre toutes les expulsions, samedi 4 janvier 2025, à Ouistreham (Calvados). Une cinquantaine de migrants y ont trouvé refuge.

Samedi 4 janvier 2025, l'Assemblée générale de lutte contre toutes les expulsions a officialisé l'ouverture de deux nouveaux squats. Une cinquantaine d'exilés, essentiellement des jeunes hommes soudanais, ont trouvé refuge dans les locaux de l'ancien centre Les Marines. Les bâtiments, libérés le 31 décembre 2024 par la Ligue de l'enseignement, appartiennent à la commune. « *Après 48 heures dans les lieux selon eux, les membres de cette association ont revendiqué le site au nom des populations en situations irrégulières présentes à Ouistreham Riva-Bella et dans les environs. La police municipale et la gendarmerie ont été informées du sujet et des constats ont été immédiatement dressés le 4 janvier.* » a réagi le maire, lundi 6 janvier 2025. Le maire annonce que la Ville a porté plainte « *pour occupation illicite d'un local d'habitation* » et demande « *une expulsion immédiate* ». Selon l'édile, aucune effraction n'ayant été constatée « *tout laisse à penser qu'une personne mal intentionnée a fourni les clés des bâtiments. Des solutions d'accueil existent et sont déjà mises en place sur la place caennaise. Ces associations ne font donc que renforcer la précarité de ces jeunes clandestins en déshérence* », écrit-il. « *Comme lors de toute ouverture de squat, aucune effraction n'a pu être constatée car toute effraction entraîne une expulsion immédiate. Cela ne signifie absolument pas qu'une personne nous a fourni les clés* », réagit à son tour l'Assemblée générale contre toutes les expulsions.

<https://www.ouest-france.fr/normandie/ouistreham-14150/squats-a-ouistreham-apres-avoir-porte-plainte-la-ville-demande-une-expulsion-immEDIATE-53f6e280-cc49-11ef-a918-9f91756062b6>

## SANGATTE

### 4 migrants morts

Lundi 23 décembre 2024, la dépouille d'un homme a été récupérée près de la plage de Sangatte, non loin de Calais, après avoir été repérée dans l'eau par un passant. "La victime est un homme noir âgé d'environ une trentaine d'années, non identifié à ce stade", a précisé le procureur adjoint de Boulogne-sur-Mer, en début de journée. Ce cadavre flottait à quelques mètres du rivage, "à un peu plus de 500 m du lieu du naufrage" de dimanche, selon le maire de Sangatte. Le 29 décembre 2024, trois migrants ont péri lors d'une tentative de traversée de la Manche, dans la même zone. Les corps inanimés de trois hommes majeurs ont été repêchés par l'hélicoptère de la Marine nationale française à quelques dizaines de mètres du rivage, puis ont été déclarés morts une fois ramenés à terre. Le corps retrouvé lundi pourrait vraisemblablement être en lien avec les trois décès de dimanche, mais "nous n'avons aucune certitude sur ce point à ce stade".

Retour sur les faits. Aux alentours de 6 heures du matin dimanche, un nombre "vraisemblablement surdimensionné" de migrants essaie de monter à bord d'un "small boat" sur la plage de Sangatte, a rapporté le préfet du Pas-de-Calais. "L'embarcation serait arrivée à Blériot-Plage déjà chargée de migrants" pour en récupérer d'autres, mais un groupe supplémentaire de candidats au départ "aurait également voulu monter sur le bateau, entraînant des échanges de coups et des bousculades". S'ensuit alors "un mouvement chaotique, un mouvement de panique", lors duquel 48 personnes restent dans l'eau sans pouvoir embarquer, a relaté le préfet. "Ces coups et bousculades ont entraîné la chute dans l'eau de trois personnes qui ont perdu la vie", a complété le procureur adjoint de Boulogne-sur-Mer. Vers 06h20, une équipe de l'association Utopia 56 croise sur la route, le long de Blériot-Plage, plusieurs dizaines d'exilés trempés. Les bénévoles alertent les secours. D'importants

moyens en mer et sur terre sont alors mobilisés pour venir en aide à l'embarcation en détresse et aux rescapés : plusieurs navires de l'Etat, 56 pompiers, 56 policiers, ainsi que des personnels de la protection civile et de l'association Audasse. Le canot poursuit sa route vers l'Angleterre, mais "*laisse derrière lui un bilan très lourd*" : trois corps sont donc récupérés, 45 personnes sont prises en charge par les secours sur terre - la plupart en situation d'hypothermie - et cinq rescapés sont transportés en urgence relative aux hôpitaux de Calais et Boulogne-sur-Mer. Le parquet de Boulogne-sur-Mer a depuis ouvert une enquête notamment pour "*homicide involontaire aggravé*" et "*association de malfaiteurs*". Des auditions des survivants sont "*en cours pour comprendre les conditions du naufrage et déterminer l'identité des défunts*". Les enquêteurs n'ont pas encore établi si le bateau concerné était arrivé en Grande-Bretagne.

"*Le seul moyen d'éviter (ces drames), c'est d'ouvrir le débat avec l'Angleterre*", a assuré le maire de Sangatte. Une demande qu'il a déjà émise ces derniers mois avec plusieurs édiles du littoral, réunis en collectif. Depuis Noël, en dépit du froid et de la météo hivernale, les tentatives de traversée de la Manche se sont multipliées, favorisées par des vents faibles. Entre mercredi et samedi, près de 1 500 migrants ont atteint les eaux anglaises à bord de canots selon les autorités britanniques. "*De nombreux départs*" ont également eu lieu dimanche matin 29 décembre 2024.

## SOMME

Cinq migrants ont été découverts dans un camion lundi matin 6 janvier 2025 sur l'aire d'autoroute de Behen sur l'A28, dans la Somme, selon les informations de « Ici Picardie ». Les militaires de la gendarmerie ont été contactés par le conducteur du poids-lourd aux alentours de 8h30. Dans le véhicule, quatre majeurs et un mineur. Le camion circulait en direction de Calais, où les tentatives de départ pour l'Angleterre sont nombreuses, que ce soit par la mer ou par ferry. Interpellés par les gendarmes du peloton motorisé d'Abbeville, les exilés, de nationalité iranienne, ont fait l'objet d'une obligation de quitter le territoire français.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/somme-cinq-migrants-decouverts-dans-un-camion-sur-l-a28-5664007>

## MANCHE

### **Un passeur qui cachait des migrants vietnamiens dans des valises condamné à 9 ans de prison**

Un homme de 26 ans a été condamné mercredi 8 janvier 2025 en appel à Douai (Nord) à neuf ans de prison ferme pour sa participation à un réseau de trafic d'êtres humains. L'accusé aurait organisé entre le 26 décembre 2023 et le 11 mars 2024 des traversées de la Manche pour des migrants vietnamiens qu'il cachait dans des valises.

Cette peine prononcée par la cour d'appel de Douai est plus lourde qu'en première instance, où le prévenu avait écopé de huit ans ferme. C'est une décision "*scandaleuse et incompréhensible*", a réagi son avocat, précisant que son client comptait se pourvoir en cassation. Durant le procès, le président de la cour d'appel avait décrit le fonctionnement du réseau : des complices voyageant "*principalement en couple*" cachaient deux Vietnamiens dans des valises placées dans le coffre de leur voiture. Le but : rejoindre l'Angleterre par ferry ou via l'Eurotunnel.

Les Vietnamiens constituent même aujourd'hui l'une des premières nationalités à entrer illégalement au Royaume-Uni, sur les fameux "*small boats*". Quelque 3 100 personnes migrantes ont

traversé la Manche de janvier à septembre 2024, contre 1 300 pour l'ensemble de l'année 2023. *"Ils ont été la nationalité la plus fréquemment détectée arrivant par petit bateau de janvier à juin 2024 (17 % du total des arrivées)"*. Le périple de ces exilés asiatiques est extrêmement cher : les trafiquants réclament environ 45 000 euros pour les faire passer au Royaume-Uni depuis leur pays d'origine.

C'est en 2019 que les médias ont révélé leur présence sur les routes migratoires européennes. Cette année-là, la Grande-Bretagne avait été marquée par le camion charnier dans lequel 39 migrants vietnamiens avaient trouvé la mort par asphyxie. Les 39 victimes - dont deux garçons de 15 ans - étaient morts d'asphyxie et d'hyperthermie dans l'espace confiné du conteneur, pendant qu'ils étaient transportés vers ce qu'ils espéraient être une nouvelle vie au Royaume-Uni. L'effroyable découverte, dans l'Essex à l'est de Londres, avait mis en évidence le fonctionnement des filières d'immigration clandestine qui prospèrent sur l'espoir de candidats à l'exil prêts à prendre tous les risques et à déboursier des sommes considérables.

Au regard des récents chiffres du Home office, les Vietnamiens semblent délaisser de plus en plus les passages par camion pour tenter la traversée de la Manche via des canots de fortune. Jusque-là invisibles dans le paysage calaisien, ils se mélangent aujourd'hui d'avantage aux autres communautés (kurde, bangladaise ou encore soudanaise).

*"Il y a de plus en plus de Vietnamiens qui viennent sur les points de distribution, ce qui nous a poussé à traduire nos textes de prévention en vietnamien"*, expliquait au printemps 2025 Utopia 56. *"Parfois on voit des Kurdes et des Vietnamiens prendre un bateau ensemble"*.

En avril 2024, le Royaume-Uni a signé un accord avec le Vietnam pour renforcer la coopération en matière de lutte contre la migration irrégulière et empêcher les Vietnamiens de risquer leur vie en traversant la Manche. Londres a aussi lancé en mars dernier une campagne de dissuasion sur les réseaux sociaux au Vietnam. Ces spots publicitaires diffusés sur YouTube et Facebook, et financés par le gouvernement britannique, contiennent notamment des témoignages de migrants qui racontent l'enfer des campements calaisiens et la dangerosité de la traversée de la Manche. Fin juillet 2024, les expulsions vers le Vietnam ont repris. Il n'y en avait pas eu depuis 2022.

### **168 personnes secourues le jour de Noël**

Mercredi 25 décembre 2024, 168 migrants ont été secourus par les moyens français. Aucune victime n'a "a priori" été détectée. Dans la soirée du 25 décembre, une embarcation de 61 personnes est repérée et un navire de sauvetage le surveille. *" Dans la soirée, l'ensemble des 61 passagers formule la demande d'être assisté"*. Les passagers sont ramenés au port de Calais.

Avant cette opération, sur l'ensemble de la journée, qui présentait des conditions météorologiques favorables aux traversées, 12 opérations d'assistance et de sauvetage ont été coordonnées par le centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (Cross) Gris-Nez. Trente occupants d'une embarcation au large du secteur de Dunkerque ont d'abord été secourus tôt dans la journée. Les autres personnes qui souhaitaient rester à bord ont été *"prises en charge par les moyens britanniques une fois arrivées dans les eaux britanniques"*. Toujours au large de Dunkerque, une autre embarcation de migrants s'est signalée plus tard en difficulté à cause d'une *"avarie moteur"*. Ses 51 occupants ont été récupérés par un navire militaire, après avoir dans un premier temps refusé l'assistance des secours. Enfin, 26 personnes ont été secourues à bord d'une embarcation en difficulté signalée près de Calais.

Le jour de Noël 2024, 451 migrants ont réussi à traverser la Manche, selon les chiffres du Home Office britannique. Ce sont les premières arrivées depuis plus d'une semaine. Ces 451 personnes étaient réparties sur 11 bateaux, partis dans la matinée des côtes françaises.

Au total, **35 040 personnes sont arrivées au Royaume-Uni** à bord de "small boats" depuis janvier 2024. **76 candidats à l'exil sont morts** en tentant de rejoindre l'Angleterre depuis le début

de l'année. Cela fait de 2024 l'année la plus meurtrière depuis l'apparition du phénomène des "small boats" dans la Manche en 2018.

Le 21 décembre 2024, un corps a été retrouvé sur la plage de Wimereux, même si les autorités restent prudentes avant de relier ce cadavre aux tentatives de traversées de la Manche. *"Il est pour l'instant impossible de déterminer s'il s'agit d'une femme ou d'un homme ou de connaître l'âge ou l'origine de la victime"* a déclaré le maire de Wimereux. C'est le seizième corps retrouvé sur le littoral depuis fin octobre.

Dans le nord de la France, les associations dénoncent des montées à bord des canots de plus en plus chaotiques. Il y a une *"évolution claire des prises de risques"*.

Nombreux sont les migrants qui évoquent deux, trois, parfois plus, de départs ratés. Les causes sont nombreuses : canots surchargés, bousculades au moment des montées dans les embarcations, violences de la part des forces de l'ordre françaises lors des opérations d'interceptions sur les plages. *"C'est dramatique ce qu'il se passe, les moments de détresse arrivent de plus en plus tôt, dès que les migrants arrivent sur la plage ou dès qu'ils entrent dans l'eau"*.

## UNION EUROPÉENNE

### LES EVENEMENTS QUI ONT MARQUE L'ANNEE 2024

#### **Chute de Bachar al-Assad en Syrie**

Après 50 années de dictature, le régime est tombé le 8 décembre 2024. En à peine plus de 10 jours, et à la surprise générale, les rebelles emmenés par les islamistes radicaux de Hayat Tahrir al-Cham (HTC) se sont emparés des principales villes de Syrie et ont fait chuter le président Bachar al-Assad. Partout dans le monde et en Europe, la communauté syrienne et ses soutiens se sont spontanément rassemblés pour célébrer la chute du clan Assad et exprimer leurs espoirs après des années de guerre. La question du retour des millions de réfugiés syriens est au cœur des discussions européennes. Car face à une situation politique encore instable - et inquiétante avec l'arrivée d'islamistes radicaux au pouvoir - de nombreux ressortissants syriens préfèrent attendre plutôt que de rentrer précipitamment en Syrie.

#### **Un cyclone dévastateur à Mayotte, où 1 habitant sur 3 est sans-papiers**

Le cyclone Chido avec des vents à plus de 220 km/heure a dévasté Mayotte, samedi 14 décembre 2024. C'est la plus violente tempête jamais enregistrée sur l'île en 90 ans. Tous les bidonvilles de l'île ont été rayés de la carte. Le bilan du drame est pour l'heure impossible à définir et restera probablement incertain. Environ 100 000 personnes vivent de manière irrégulière à Mayotte - sur 320 000 habitants - dans des cases en tôle, qui n'ont pas résisté aux vents. La majorité des sans-papiers n'ont pas voulu rejoindre les hébergements d'urgence, de peur d'être interpellés et expulsés dans leur pays d'origine. Les secours estiment que des milliers de personnes sont sûrement mortes durant cette catastrophe.

#### **Plus de 70 morts dans la Manche, en France, un record**

Depuis janvier, au moins 70 exilés ont péri dans la Manche entre la France et le Royaume-Uni. Ce bilan n'englobe pas les disparus - estimé à une dizaine de personnes. Ces drames à répétition font de l'année 2024 la plus coûteuse en vies humaines depuis l'apparition en 2018 du phénomène des traversées de la Manche sur de petites embarcations, appelées "small boats". *"Le chiffre qui nous saute aux yeux depuis quelques mois, c'est une personne qui décède tous les cinq jours"* dans ces tentatives de traversée depuis le début de l'année, avait réagi au mois de novembre un coordinateur

d'Utopia 56. "La situation est plus que dramatique. Les secours en mer et sur terre sont dépassés par les événements". Dans le même temps, plus de 33 000 migrants ont débarqué sur les côtes britanniques après avoir traversé la Manche depuis le début de l'année, selon le Home office.

### **Solingen, un attentat qui a changé la donne politique en Allemagne**

Le 23 août 2024, un terroriste poignarde des participants au "festival de la Diversité", dans la ville de Solingen, en Allemagne. Trois personnes perdent la vie. Le principal suspect est un Syrien de 26 ans. Quelques heures plus tard, l'organisation jihadiste État islamique revendique l'attentat. Cette attaque a traumatisé le pays et remis au premier plan le débat sur l'immigration. Quelques jours après, début septembre, l'AfD, un parti xénophobe et antimigrants, arrive en tête des élections régionales, en Thuringe, une première pour un parti d'extrême droite depuis l'après-guerre. Fort de ces résultats, l'extrême droite ne cesse de mettre la pression sur le gouvernement pour durcir les lois migratoires. Deux semaines après l'attentat, l'Allemagne a rétabli le contrôle des frontières. Une mesure exceptionnelle qui vise à "faire reculer l'immigration irrégulière", avait alors expliqué le gouvernement d'Olaf Scholz. Au mois d'octobre, les parlementaires allemands ont aussi adopté un texte de loi limitant les aides financières aux demandeurs d'asile "dublinés", c'est-à-dire qui dépendent d'un autre pays européen. D'autres mesures visent aussi à prévenir le financement du terrorisme et des règles plus strictes ont été établies pour les réfugiés statutaires qui se rendent dans leur pays d'origine (comme la perte de sa protection internationale).

### **JO 2024 : Une politique d'expulsion des migrants hors de Paris dénoncée par les ONG**

À l'approche de la grand-messe olympique à Paris, une politique de démantèlement systématique a été mise en place dans la capitale française : depuis l'hiver 2023, tous les campements, notamment ceux installés sous les ponts de la Seine et dans l'hyper centre étaient évacués - parce qu'ils se trouvaient sur le tracé de la cérémonie d'ouverture ou proches de zones touristiques de la région parisienne. L'hiver dernier, plus de 70 organisations avaient même publié une lettre ouverte destinée au Comité d'organisation des JO pour dénoncer ce "nettoyage social" destiné, selon elles, à cacher les migrants aux futurs touristes. Les associations avaient aussi dénoncé un phénomène "d'expulsion sèche", sans relogement proposé, notamment pour les mineurs isolés. L'État s'est toujours défendu de mener une politique anti-sociale. "On ne s'est pas fixé comme objectif 'zéro SDF' dans Paris au mois d'août 2024", avait régulièrement assuré la préfecture de la région Ile-de-France. Le collectif Revers de la Médaille a dressé un bilan amer de ces Jeux olympiques : entre le 23 avril 2023 et le 30 septembre 2024, au moins 260 lieux de vie informels ont été évacués en Ile-de-France. Sur cette même période, au moins 19 526 personnes ont été expulsées de leur lieu de vie. Un campement informel a été installé par des ONG sur la place de la Bastille dans le cadre d'une campagne visant à mettre en lumière le problème des sans-abri et l'héritage social des Jeux olympiques à Paris, le 6 août 2024.

### **Canaries : plus de 43 000 arrivées de migrants africains, un record**

D'après les données du ministère de l'Intérieur espagnol, 43 700 migrants ont accosté en 2024 dans cet archipel situé au nord-ouest de l'Afrique, au large du Maroc. Ce bilan - alors que l'année n'est pas terminée - dépasse déjà celui de 2023 où 39 910 entrées avaient été recensées. Les drames aussi sont fréquents sur cette route de l'Atlantique, hautement dangereuse. Six corps ont été retrouvés dans des embarcations arrivées sur l'île d'El Hierro, dans l'archipel des Canaries, à la mi-décembre. Du 1er au 5 novembre, 58 personnes sont également mortes au large de l'archipel espagnol. Un mois auparavant, au moins 50 migrants étaient décédés après le naufrage de leur embarcation, le 28 septembre peu après minuit, au large de l'île d'El Hierro.



## **L'Union européenne adopte le Pacte asile et migration qui renforce les contrôles aux frontières**

Les pays de l'Union européenne (UE) ont donné en mai 2024 le feu vert définitif au pacte sur la migration et l'asile, cette vaste réforme qui durcit le contrôle de l'immigration en Europe – et qui sera effectif en 2026. Avec ce nouveau traité, l'objectif de Bruxelles est de remédier aux failles de la politique d'asile européenne actuelle, en renforçant les contrôles aux frontières - pour décourager les entrées irrégulières et inciter à une immigration légale. Ce pacte organise aussi la gestion de l'asile en particulier lors de situations de crise. Pour cela, la réforme met en place une procédure de "*filtrage*" des migrants aux frontières de l'UE pour les identifier et distinguer plus rapidement ceux qui ont des chances d'obtenir l'asile de ceux qui ont vocation à être renvoyés vers leur pays d'origine.

### **Au Royaume-Uni, le "plan Rwanda" définitivement abandonné**

Arrivé au pouvoir après 14 ans de règne conservateur, le nouveau Premier ministre du Labour, a annoncé au mois de juillet 2024 l'abandon du controversé Plan Rwanda. Ce plan visait à expulser vers le pays d'Afrique de l'Est les migrants arrivés illégalement au Royaume-Uni, via la Manche notamment. Les migrants déposaient au Rwanda leur demande d'asile sans avoir la garantie de pouvoir rentrer sur le sol britannique - même avec un statut de réfugié. Le nouveau dirigeant travailliste a affirmé que ce projet, défendu depuis des années par les conservateurs, était "*mort et enterré*".

### **Un accord migratoire Albanie/Italie controversé et en suspens**

Cet accord signé en novembre dernier, mais validé définitivement par le Parlement en février 2024, permet à l'Albanie d'accueillir les exilés secourus en mer par les garde-côtes italiens. Après leur interception en Méditerranée, les migrants sont envoyés dans deux centres, financés par l'Italie. Le premier installé dans le port de Shëngjin (nord) sert à l'enregistrement des demandeurs d'asile. Le deuxième, construit à Gjader (nord), héberge les migrants dans l'attente du traitement de leur dossier. Mais depuis son ouverture, les déboires s'enchaînent pour Rome. Des tribunaux romains ont bloqué les premiers transferts de demandeurs d'asile, tous rapatriés vers l'Italie. Les juges ont estimé, sur la base d'un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) du 4 octobre 2024, qu'il était impossible de déterminer si les exilés envoyés en Albanie venaient de pays dits "*sûrs*". Ces décisions sont non seulement un camouflet pour la première ministre mais le projet coûte aussi des millions d'euros à l'État en laissant les centres albanais... vides.

## **ALLEMAGNE**

### **Le débat sur le renvoi des réfugiés Syriens ne désenfle pas**

La ministre de l'Intérieur a annoncé un plan prévoyant notamment la possibilité de retirer le statut de protection. "*Comme le prévoit notre loi, l'Office fédéral pour les migrations et les réfugiés (BAMF) examinera et révoquera les protections si les gens n'ont plus besoin de cette protection en Allemagne parce que la situation en Syrie s'est stabilisée*". "*Cela s'appliquera à ceux qui n'ont pas le droit de rester pour d'autres motifs, comme le travail ou l'éducation, et qui ne retournent pas volontairement en Syrie*". Elle explique travailler avec le ministère des Affaires étrangères pour évaluer la situation sécuritaire en Syrie.

Voici ce que prévoit le gouvernement :

#### **Qui peut rester ?**

- Les personnes qui sont bien intégrées dans la société allemande.
- "*Bien intégré*" s'appliqueraient à ceux et celles qui maîtrisent l'allemand, ont un emploi et ont un

logement.

### **Qui doit partir ?**

- Le plan proposé préconise l'expulsion accélérée de personnes impliquées dans des activités criminelles et/ou l'extrémisme islamiste.
- Un programme de rapatriement volontaire sera étendu à ceux qui veulent quitter l'Allemagne.

Un membre du parti des Verts faisant partie de l'actuelle coalition gouvernementale, estime qu'il s'agit d'un non-débat, compte tenu de la situation toujours volatile en Syrie.

Les deux partis de l'union conservatrice, la CDU et la CSU, trouvent que les ambitions de ne vont pas assez loin. Le porte-parole de la politique intérieure a expliqué que *"pour la plupart des réfugiés syriens, la raison initiale de la fuite, l'horrible régime d'Assad, n'est plus d'actualité."* Il a fait valoir que tous les Syriens qui *"ne travaillent pas suffisamment"* en Allemagne devraient retourner dans leur pays d'origine. Il appelle également à la suspension immédiate du regroupement familial pour la Syrie et appuie l'expulsion des personnes reconnues coupables de crimes.

Dès le lendemain de la chute du régime syrien, l'ancien ministre de la Santé sous Angela Merkel, avait suggéré d'offrir 1.000 euros à chaque Syrien qui accepterait de retourner volontairement en Syrie. Il assure que les personnes intégrées dans la société allemande et qui subviennent à leurs propres besoins devraient être autorisées à rester, mais *"celles qui n'ont plus besoin de notre protection doivent partir"*. Le mois dernier, le gouvernement allemand a débloqué 8 millions d'euros d'aide humanitaire d'urgence pour aider les réfugiés syriens et les demandeurs d'asile touchés par les récents bouleversements politiques.

Quelque 975.000 Syriens vivent en Allemagne, ce qui en fait le pays européen accueillant le plus grand nombre de réfugiés syriens. La majorité d'entre-eux sont arrivés après 2015, fuyant la guerre civile. Environ 300 000 personnes ont obtenu un statut de protection subsidiaire, ce qui signifie que les autorités reconnaissent qu'elles seraient en danger en retournant dans leur pays d'origine. Ces derniers mois, l'Allemagne a annoncé une série de tours de vis en matière de politique migratoire. Les allocations sociales versées aux demandeurs d'asile sont revues à la baisse pour cette année. Le gouvernement limite aussi l'utilisation des aides financières, puisqu'une carte bleue spéciale remplace les versements des allocations en espèce. La carte restreint les achats géographiquement et se veut comme un rempart aux transferts d'argent vers l'étranger. Certaines municipalités envisagent par ailleurs d'instaurer des travaux d'intérêt général comprenant un nombre minimum d'heures de travail par mois en échange d'une faible allocation. Le gouvernement a en outre approuvé en partie un nouveau paquet de lois sécuritaires comprenant l'utilisation de données biométriques pour vérifier l'identité des demandeurs d'asile et la suspension d'aides sociales aux personnes dont le traitement de la demande d'asile est de la responsabilité d'un autre pays membre de l'Union européenne, en vertu du règlement de Dublin.

Ces changements témoignent du ton de plus en plus hostile aux migrants en Allemagne, porté en premier lieu par le parti d'extrême-droite AfD, mais aussi les conservateurs dans l'opposition, favoris des élections législatives anticipées du 23 février. Une récente enquête indique qu'environ un Allemand sur cinq a une opinion favorable de l'AfD. Environ 26 % des hommes interrogés portent un regard positif sur la formation anti-immigration, contre 11 % des femmes.

### **Campagne électorale: les idées radicales sur la migration des conservateurs en Bavière**

L'Union sociale chrétienne (CSU), qui domine la politique dans le Land de Bavière, dans le sud de l'Allemagne, est souvent qualifiée de "petite sœur" de la CDU. Les deux formations sont alliées au sein d'un même groupe au parlement fédéral à Berlin. La CDU/CSU, appelée *"l'Union"* en Allemagne, ambitionne de reprendre le pouvoir au terme des élections législatives anticipées du 23 février 2025. L'Union profite actuellement de 32 % d'intentions de vote, soit le double de celles pour le SPD, le parti social-démocrate du chancelier sortant.

La migration est au cœur de la campagne électorale, alors que ce thème s'est hissé au sommet du débat politique en Allemagne ces dernières années. En décembre 2024, l'attentat contre un marché de Noël dans la ville de Magdebourg peu avant les fêtes de fin d'année, a encore renforcé cette tendance. Les origines saoudiennes de l'agresseur présumé ont conduit l'ensemble des partis politiques à appeler à des règles d'immigration encore plus strictes. L'homme vivait pourtant depuis 2006 en Allemagne, détenait un droit de séjour permanent et travaillait comme médecin.

*"Les personnes qui veulent vivre avec nous à long terme doivent également travailler à long terme et ne pas réclamer de prestations à long terme",* explique un document programmatique de la CSU, révélé par les médias bavarois. Exiger l'indépendance financière des personnes immigrées va au-delà de ce que le parti avait précédemment convenu avec la CDU dans un manifeste commun pour les élections générales. Ce document prévoit seulement que *"les avantages non monétaires devraient prévaloir sur les avantages en espèces dans la mesure du possible. La carte bleue (sur laquelle sont versées les allocations sociales pour éviter les versements en espèce) devrait être introduite universellement et strictement dans tous les États allemands."*

Le professeur de droit qui enseigne à l'Université d'Oldenburg, dans le nord de l'Allemagne, considère cette proposition de la CSU irréaliste. *"Toute personne vivant ici légalement en tant que réfugié ne peut pas se voir retirer ses moyens de subsistance",* a-t-il expliqué en s'appuyant sur la législation allemande et européenne. Il note que la question cruciale reste de savoir si *"quelqu'un est persécuté, si quelqu'un a besoin de protection ?"* En revanche, il juge réaliste la volonté de la CSU d'expulser toute personne commettant un crime ou de multiples délits en Allemagne, puisque des lois en ce sens existent déjà. *"Nous pourrions expulser davantage",* note le juriste, qui rappelle toutefois que *"les expulsions ne fonctionnent pas"*. La CSU plaide pour le placement en détention des migrants qui refusent de partir ou qui ne peuvent être expulsés. Pour le professeur, cette proposition relève *"simplement de la campagne électorale",* d'autant que *"d'un point de vue juridique et humanitaire, c'est problématique."* Il constate que la CSU convoite les électeurs du parti d'extrême-droite AfD. Il ne voit pas de réelles différences entre la CSU et la CDU sur la question migratoire. Le candidat à la chancellerie de l'Union, cherche à s'éloigner de la politique migratoire prônée de l'ancienne cheffe de la CDU, Angela Merkel, au pouvoir jusqu'en 2021. Cette dernière est jugée responsable de l'arrivée en 2025 de près d'un million de réfugiés, principalement en provenance de Syrie, lorsqu'elle a ouvert les frontières du pays, lançant son célèbre *"Nous y arriverons"* (Wir schaffen das).

A cette époque, la CSU et l'ancien ministre président de Bavière, avaient vivement critiqué la politique d'asile d'Angela Merkel. Ministre fédéral de l'Intérieur de 2018 à 2021, il avait qualifié l'immigration de *"la mère de tous les problèmes"*. Mais cette insistance sur la question migratoire se retrouve aussi chez l'actuel chancelier social-démocrate. En octobre 2023, il faisait la Une du magazine d'information *Der Spiegel*, le titre de couverture reprenant une citation de son interview dans laquelle il expliquait que l'Allemagne devait *"commencer à expulser massivement"*.

Ces déclarations n'ont pas été suivies d'effet. Les expulsions échouent régulièrement, souvent parce que les pays d'origine refusent de reprendre leurs ressortissants, ou parce que le gouvernement allemand n'est pas officiellement en contact avec les autorités des pays d'origine, comme c'était le cas avec la Syrie avant la chute de Bachar al-Assad. Le peu de conséquences politiques réelles, explique le professeur en science politiques, *"augmente la frustration et le mécontentement",* ce qui pousse les électeurs anti-immigration à se tourner vers des partis comme l'AfD ou l'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW), une nouvelle formation d'extrême gauche.

Les propositions politiques de la CSU n'iront probablement pas plus loin, même après les élections. Au-delà des obstacles juridiques, un gouvernement dirigé par l'Union CDU-CSU aurait besoin d'un autre partenaire de coalition, et le SPD ou les Verts sont les candidats les plus probables. Bien que ces deux partis soient également favorables à une réglementation plus stricte, ils estiment que les idées de la CSU vont trop loin. *"La CSU a une fois de plus dépassé les bornes et cherche simplement à s'attirer les faveurs de l'AfD",* a récemment déclaré un membre du SPD.

## **Berlin précise les critères d'un éventuel retour des réfugiés syriens dans leur pays**

*"Comme le prévoit notre loi, l'Office fédéral des migrations et des réfugiés examinera et révoquera les statuts de protection si les personnes n'en ont plus besoin en Allemagne parce que la situation en Syrie s'est stabilisée".* Pour la ministre allemande de l'Intérieur, les dossiers des réfugiés de Syrie qui bénéficient d'un statut de protection subsidiaire doivent être examinés. Il s'agit de Syriens qui ne bénéficient pas du droit d'asile en raison de persécutions individuelles, mais à cause de la guerre dans leur pays. La fin du régime de Bachar el-Assad rend, en principe, un retour possible. La ministre souligne toutefois que la situation sécuritaire sur place doit être observée de près et que Berlin se coordonnera avec ses partenaires européens. Les réfugiés syriens qui ne bénéficient pas d'un autre titre de séjour en Allemagne, n'y ont pas de travail ou ne sont pas en formation, pourraient être incités à rentrer dans leur pays. Un programme de soutien aux retours volontaires doit être renforcé. La ministre souligne par ailleurs que les personnes bien intégrées et qui ont trouvé du travail restent les bienvenues en Allemagne.

## **L'idée que les réfugiés envoient de l'argent à l'étranger à grande échelle n'a aucune base empirique**

L'institut d'études économiques (DIW) a examiné dans un rapport les transferts de fonds effectués par les migrants en Allemagne. Ainsi, les personnes ayant le statut de réfugié envoient moins souvent de l'argent à l'étranger que les autres migrants (qui bénéficient d'autres titres de séjour). Pourtant, la crainte que les aides publiques dont bénéficient les demandeurs d'asile soient massivement transférées à l'étranger est ancrée dans les esprits. L'étude a montré que la proportion de réfugiés statutaires qui envoient de l'argent à l'étranger est passée de 13 % à 7 % entre 2013 et 2022. Dans le même temps, la proportion des migrants sans statut de protection transférant de l'argent à l'étranger est passée de 8 à 12 %. Ce dernier groupe est composé de personnes venues en Allemagne pour trouver un emploi, suivre des études ou encore être réunies avec d'autres membres de leur famille.

L'étude révèle ainsi que le parcours et les antécédents migratoires d'une personne ont un impact sur son intégration dans son pays d'accueil et influencent ses motivations et sa capacité à transférer des fonds vers son pays d'origine. Aussi, plus le ménage est grand, plus la probabilité d'effectuer des transferts diminue et plus la volonté de retourner dans son pays d'origine est faible. L'Institut rappelle que les demandeurs d'asile arrivent souvent en Allemagne dans des conditions de détresse et avec des ressources et des réseaux limités. Ces facteurs ralentissent l'intégration sociale, car ils limitent notamment l'accès à l'emploi et à une stabilité économique. En revanche, les personnes arrivés par la voie régulière en Allemagne sont plus susceptibles d'obtenir un emploi stable et de s'intégrer socialement et économiquement. Avec moins de contraintes financières, ce groupe peut se permettre d'envoyer de l'argent à l'étranger pour des raisons plus variées, comme les investissements et le maintien des liens culturels.

Les chiffres de la Banque fédérale allemande indiquent que les transferts de fonds annuels depuis l'Allemagne se sont élevés à 22 milliards d'euros, faisant du pays le premier en Europe en la matière. Le DIW conclut ainsi que le débat politique sur la manière dont les réfugiés dépensent leurs prestations sociales est mal interprété. *"L'idée que les réfugiés envoient de l'argent à l'étranger à grande échelle n'a aucune base empirique"*, explique une chercheuse au DIW.

Plus tôt cette année, l'Allemagne a pourtant annoncé que les allocations sociales pour les demandeurs d'asile vivant dans les centres gérés par l'État seraient désormais créditées sur une carte bancaire au lieu d'être versées en liquide. Les retraits avec ces cartes bleues ont été plafonnés à 50 euros par mois, à quelques exceptions près. Les cartes de paiement (Bezahlkarte en allemand) ont justement pour but de réduire les transferts d'argent à l'étranger et les paiements perçus par les réseaux

de trafic, tout en réduisant le fardeau administratif pour les autorités locales. Les groupes de défense des migrants dénoncent un système discriminatoire, d'autant plus qu'en Allemagne de nombreux commerces n'acceptent que de l'argent liquide. Des demandeurs d'asile affirment également que les cartes de paiement sont "*stigmatisantes*" et suscitent des regards dubitatifs dans les magasins.

L'Allemagne a par ailleurs annoncé la réduction des prestations versées aux demandeurs d'asile en 2025. Les personnes célibataires ne vivant pas dans un logement collectif recevront 441 euros par mois, contre 460 euros actuellement. Les couples vivant dans un logement collectif verront leurs allocations mensuelles réduites de 413 à 397 euros. L'aide pour les enfants, les adolescents et les adultes célibataires de moins de 25 ans vivant avec leurs parents devrait également diminuer en 2025.

## **BULGARIE**

### **La police a arrêté des volontaires italiens fin décembre 2024**

Trois membres du Collectif Rotte Balcaniche Alto Vicentino ont déclaré avoir été arrêtés en Bulgarie fin décembre 2024 pour avoir aidé trois jeunes migrants marocains. Un professeur de lycée de Turin âgé de 38 ans, a publié le 4 janvier 2025 un message sur Facebook affirmant qu'il avait été arrêté avec deux autres collègues par les autorités bulgares fin décembre « *pour avoir sauvé des vies humaines* ». Ils avaient gagné un bois où trois jeunes Marocains avaient demandé de l'aide. L'un d'eux était dans un état de « *semi-conscience aux premiers stades de l'hypothermie* ». « *Il y avait de la terreur dans leurs yeux lorsque nous leur avons dit que pour appeler une ambulance et sauver leur ami, la police bulgare arriverait. Il a fallu beaucoup de temps pour les assurer que grâce à notre présence, ils ne seraient pas tabassés. mais emmenés dans un centre de détention pendant deux semaines, puis dans un camp où il leur serait possible de demander l'asile en Bulgarie* ».

Selon le message, les trois enseignants ont été emmenés par des agents de sécurité (deux auraient été menottés) au commissariat de police de Malko Tarnovo où ils ont été retenus dans une pièce vide et très sale. Ils ont été détenus pendant une nuit entière dans des conditions d'hygiène précaires avant d'être libéré le lendemain matin.

file:///C:/Users/miche/Downloads/article\_44334.pdf

## **ESPAGNE**

### **2,5 millions d'euros pour aider le Maroc à freiner les flux migratoires vers l'Europe**

Selon les médias espagnols, le royaume chérifien a reçu en décembre 2024, 2,5 millions d'euros par l'intermédiaire de la Fondation internationale et ibéro-américaine pour l'administration et les politiques publiques (FIIAPP), une institution dédiée à la coopération internationale dont le conseil d'administration est présidé par le ministre espagnol des Affaires étrangères. Cette aide vise à renforcer les capacités du Maroc en matière de surveillance des frontières, de mieux contrôler les points d'entrée, de lutter contre les réseaux de trafic d'êtres humains et de protéger le sud de l'Europe des flux migratoires venus de ce pays du Maghreb.

Avec cette somme, Rabat va acheter 183 motocyclettes d'une valeur de 660 000 euros, ainsi que 33 véhicules pour un montant total de 1,9 million d'euros, pour permettre aux autorités marocaines d'améliorer la mobilité et la réactivité des forces de sécurité dans des zones difficiles d'accès, notamment dans les zones montagneuses et côtières. Le contrat inclut également la livraison de véhicules tout-terrain, de camions, d'ambulances, de bateaux, ainsi que d'équipements de surveillance avancés, tels que des caméras thermiques et des matériels de surveillance nocturne. Ce dispositif, qui atteint 120 millions d'euros vient s'ajouter aux moyens déjà existants. L'accord passé avec l'UE comprend aussi une formation technique pour le personnel en charge de l'entretien de ces véhicules, afin de garantir leur bon fonctionnement. Pour Madrid, cet investissement prévoit ainsi d'"*atténuer les vulnérabilités liées à la migration irrégulière*" et de "*renforcer les capacités de*

*contrôle et de surveillance des frontières avec une approche humaniste".*

Depuis 2019, le gouvernement espagnol a débloqué des dizaines de millions d'euros à Rabat pour soutenir ce pays de transit dans sa lutte contre l'immigration irrégulière. En parallèle, depuis 2013, l'UE a déboursé plus de 360 millions d'euros - dont 234 millions proviennent du Fonds fiduciaire d'urgence de l'Union pour l'Afrique. Ainsi, *"parmi les voisins de l'UE, le Maroc représente le deuxième portefeuille de coopération en matière de migration"*, peut-on lire dans un document européen. En 2022, l'UE affirmait voir en Rabat *"un partenaire stratégique et engagé [...] en matière de migration", "loyal et fiable"*.

En mai 2024, une enquête révélait comment *"l'Europe soutient, finance et participe directement à des opérations clandestines menées dans les pays d'Afrique du Nord pour abandonner chaque année des dizaines de milliers de personnes noires dans le désert ou dans des régions reculées afin de les empêcher de venir dans l'Union européenne"*. Elle signalait que des réfugiés et migrants au Maroc, en Mauritanie et en Tunisie sont *"appréhendés en raison de la couleur de leur peau, emmenés dans des bus et conduits au milieu de nulle part, souvent dans des zones désertes et arides", sans eau ni nourriture. Certains sont emmenés vers des zones frontalières où ils sont "vendus par les autorités à des trafiquants d'êtres humains et à des gangs qui les torturent contre rançon"*. Selon l'enquête de Lighthouse Reports, ce *"système de déplacement de masse (...) fonctionne notamment grâce à l'argent, les véhicules, l'équipement, le renseignement et les forces de sécurité fournis par l'UE et les pays européens"*.

Ainsi en Tunisie les *"pick-up Nissan utilisés par la police pour arrêter les migrants correspondent à des modèles livrés par l'Italie et l'Allemagne entre 2017 et 2023"*. Au Maroc, les *"4x4 Toyota Land Cruiser, utilisés lors d'arrestations dont les images ont été diffusées sur les réseaux sociaux (...) correspondent aux modèles achetés par l'Espagne, puis par l'Europe"* dans le cadre d'un accord entre les deux pays. *"Des exemples, parmi d'autres, qui démontrent que ces opérations, contraires à la Convention européenne des droits de l'Homme, bénéficient du soutien financier de l'UE et de ses États membres"*. À la suite de cette enquête, l'UE, par la voix d'une porte-parole, avait reconnu que *"parfois, la situation est difficile dans nos pays partenaires"* mais il *"reste des États souverains qui contrôlent leurs forces nationales"*, avait-elle précisé sans détailler.

## **Bilan des migrations en 2024**

Le ministère espagnol de l'Intérieur a dévoilé jeudi 2 janvier 2025 les chiffres de l'immigration vers l'Espagne en 2024. En tout, 46 843 personnes ont rejoint les Canaries contre 39 000 l'an passé, soit une hausse de plus de 17 % sur un an.

Concernant l'ensemble de l'Espagne, 63 970 migrants sont arrivés illégalement par voie terrestre ou maritime, contre 56 852 en 2023 (soit 12,5 % de plus), d'après le ministère. Un chiffre largement gonflé par l'afflux aux Canaries, qui constitue de loin la principale porte d'entrée des migrants dans le pays. Ces données se rapprochent également du record de 2018, où 64 298 exilés avaient atteint la péninsule ibérique. En 2024, près de 10 000 personnes ont ainsi perdu la vie ou ont disparu en mer en essayant de gagner les îles espagnoles, contre 6 000 en 2023. Fin octobre 2024, l'on dénombrait par exemple près de 6 000 jeunes migrants pris en charge dans l'archipel, pour une capacité de 2 000 places réparties dans 81 centres d'accueil.

Cette saturation entraîne une détérioration des soins de santé, indispensables aux mineurs après des jours passés dans l'océan Atlantique, sans eau ni nourriture en quantité suffisante. Les services de santé se disent *"complètement dépassés"*. *"Il est triste de voir qu'un pays avec un niveau de développement comme le nôtre n'est pas capable de soigner [...] ces mineurs"*. Certains jeunes arrivent très mal en point aux Canaries, n'ayant pas pu traiter leur pathologie dans leur pays d'origine. S'ajoutent à cela *"l'hypothermie, la déshydratation, les blessures et les infections qu'ils ont contractées en mer"*. D'autre part, la justice des Canaries a ouvert une enquête pour quatre cas de

mauvais traitements et d'abus commis dans des centres d'accueil pour migrants mineurs, deux à Tenerife et deux à Grande Canarie. Les adolescents interrogés parlaient d'abus sexuels par des migrants adultes, hébergés dans la même structure qu'eux, ou encore "*d'agressions physiques et de mauvais traitement continus*" de la part des employés locaux.

Une mesure destinée à répartir les mineurs arrivés aux Canaries dans d'autres régions du pays est à l'étude depuis plusieurs mois. Mais elle bloque, car l'exécutif et l'opposition ne parviennent pas à s'entendre. Le 5 octobre 2024, le Parti populaire (PP), principal parti de l'opposition de droite, a quitté la table des négociations, mettant un coup d'arrêt à la réforme. "*Les mineurs non accompagnés ne sont pas des colis express à distribuer entre les communautés autonomes*", a lancé jeudi 2 janvier, le porte-parole du PP.

Dans une Union européenne marquée par une forte poussée des mouvements d'extrême droite et un net durcissement du débat sur l'immigration, l'Espagne fait pourtant figure d'exception. Son Premier ministre défend une **approche positive de l'immigration**, et n'hésite pas à en vanter les bénéfices face à une Espagne vieillissante en manque de main-d'œuvre. C'est dans cette optique qu'à la mi-novembre, le gouvernement de gauche a adopté une réforme visant à faciliter la régularisation de dizaines de milliers de migrants en situation illégale. Elle prévoit de réduire les délais pour l'obtention des titres de séjour et d'étendre de trois mois à un an la durée du visa de recherche d'emploi. Avec celle-ci, le gouvernement estime que quelque 300 000 immigrés pourraient potentiellement être régularisés chaque année au cours des trois prochaines années. Mais cette politique d'ouverture du dirigeant socialiste suscite de vives critiques de la part de l'opposition de droite et de l'extrême droite. Ces tensions sont d'ailleurs de plus en plus visibles aux Canaries. Fin octobre, une manifestation y avait rassemblé plusieurs milliers de personnes pour protester contre l'afflux de migrants dans l'archipel, aux infrastructures et aux ressources limitées.

### **Lanzarote, les nombreuses arrivées de migrants mettent à mal le système d'accueil**

Au moins 120 personnes ont passé la nuit du lundi 6 au mardi 7 janvier sur les quais du port d'Arrecife à Lanzarote, après leur arrivée sur des embarcations de fortune. Des familles avec enfants se trouvaient parmi les exilés : onze femmes, dont une enceinte, quatre mineurs accompagnés et onze mineurs isolés, détaille le journal. L'arrivée d'un grand nombre de migrants durant la journée du 6 janvier 2025 a obligé le Consortium d'urgence de Lanzarote à déployer en urgence des tentes sur le quai - une mesure exceptionnelle - et à offrir des matelas pour que les migrants puissent dormir dans des conditions décentes.

### **"Les centres sont saturés"**

Dans les heures qui ont précédé la soirée du 6 janvier, les opérations de secours se sont enchaînées : 250 personnes avaient rejoint Lanzarote à bord de quatre bateaux pneumatiques. Le premier a été secouru à 66 kilomètres de l'île avec 72 hommes et une femme à bord. Le second a été repéré par le Salvamento Marítimo avec 68 autres migrants à bord, dont deux mineurs et trois femmes. En fin de journée, les autorités maritimes ont porté assistance à deux autres embarcations transportant chacune 51 et 58 personnes. Les jours suivants, les opérations ont continué. Au total, plus de 800 migrants sont arrivés à Lanzarote dans les premiers jours de l'année 2025.

"*Nous sommes débordés, les centres sont saturés, nous devons continuer à ouvrir de nouvelles installations*", a déclaré un élu de l'île qui s'inquiète aussi de la fragilité des personnes débarquées : une femme qui a accouché pendant la traversée et l'arrivée d'une jeune fille de 15 ans avec "*un bébé d'un an et quelques mois*", a précisé Marciano Acuña.

Le problème de l'accueil des exilés n'est pas nouveau. Chaque jour ou presque, des embarcations chargées de migrants accostent à Lanzarote et sur les îles canariennes (El Hierro, Grande Canaries, Tenerife...). Le système d'hébergement sature régulièrement avec des conséquences

dramatiques sur la prise en charge des migrants, notamment les mineurs isolés.

Le gouvernement socialiste n'est pas sourd à ce signal d'alarme et souhaite réformer l'article 35 de la loi Immigration, qui acterait notamment l'accueil obligatoire des mineurs non accompagnés dans les différentes structures du pays (sur le continent), lorsqu'un territoire (comme les Canaries) dépasse 150 % de sa capacité d'accueil. Mais la réforme bloque, car l'exécutif et l'opposition ne parviennent pas à s'entendre.

Pourtant, la situation est plus que jamais urgente. Cette saturation a des conséquences déplorable sur la population migrante : la détérioration des soins de santé, pourtant indispensables aux exilés après des jours passés dans l'océan Atlantique, sans eau ni nourriture en quantité suffisante. Pour rappel, le trajet jusqu'aux Canaries depuis les côtes ouest-africaines dure plusieurs jours, dans une embarcation à la merci des intempéries et des forts courants. La soif, la faim, les brûlures causées par le mélange d'eau de mer et de carburant rendent le périple cauchemardesque, pour ceux qui y survivent.

## Canaries

### Une femme accouche dans un canot au large des Canaries

"Noël se termine aux Canaries avec le sauvetage d'un bébé né au milieu d'une traversée en mer". Mercredi 25 décembre 2025, l'équipe de sauvetage espagnole a été prévenue à l'aube d'une situation critique. "Le centre de coordination des secours de Las Palmas nous a alertés à 4 heures du matin, si je me souviens bien", raconte le capitaine du centre "Il nous a informés qu'il y avait une femme enceinte à un stade avancé de grossesse dans une structure gonflable, et qu'elle pouvait accoucher à tout moment". Lui et son équipe se mettent en route. Ils arriveront 5 heures plus tard sur les lieux. Ils découvrent 64 exilés à bord du canot pneumatique. "Nous les avons rejoints vers 9 heures du matin. Ils se trouvaient à 180 km d'Arrecife [à Lanzarote]". La mère avait donné naissance seule, entourée par les autres passagers. "Le bébé était là. Il se distinguait par le fait qu'il était totalement nu, sans vêtements, sans rien pour le couvrir, ce qui nous a permis de comprendre que l'accouchement avait eu lieu peut-être 10 ou 15 minutes avant notre arrivée", poursuit le capitaine. "Le bébé pleurait, ce qui nous indiquait qu'il était vivant et qu'il n'y avait pas de problème". Un hélicoptère a ensuite évacué la mère et le bébé vers l'hôpital de Lanzarote, une des îles des Canaries. Selon le capitaine espagnol qui a demandé de leurs nouvelles quelques heures plus tard, la famille se porte bien.

Ce n'est pas la première fois que ce capitaine se retrouve dans une telle situation. Il a déjà assisté à trois accouchements depuis le début de sa carrière. En 2020 notamment, il avait secouru "les occupants d'un esquif dans lequel une femme venait également de donner vie (...) Mais lundi dernier, je n'ai pas eu à couper le cordon [ombilical], pas comme en 2020", plaisante-t-il. C'est une des compagnes de voyage de la mère qui s'en est chargée.

"D'une certaine manière, nous sommes épuisés", reconnaît le capitaine. "Presque tous les soirs, nous sortons [en mer pour secourir des embarcations], nous rentrons tard (...) Mais même si nous sommes fatigués, nous savons que nous aidons des personnes en détresse".

### Sept passeurs accusés d'avoir tué des migrants sur une embarcation arrêtés à Tenerife

Sept passeurs soupçonnés d'avoir tué quatre migrants lors d'une traversée dans l'Atlantique en novembre dernier ont été arrêtés par la police espagnole. Au moment de leur interpellation, ils se trouvaient dans un centre d'hébergement d'urgence sur l'île de Tenerife, a indiqué la Garde civile le 29 décembre 2024. Trois de leurs quatre victimes ont été identifiées et leurs familles ont été informées de leur décès. Ces candidats à l'exil avaient pris place dans une pirogue partie de Gambie et avait fait une escale sur l'île sénégalaise de Bassoul, où la majorité des migrants était montée à son bord. Elle est arrivée à El Hierro, l'île située la plus à l'ouest des Canaries, le 3 novembre 2024 "avec à son bord 207 migrants", indique la Garde civile.



L'enquête a démarré à la suite des témoignages des occupants de l'embarcation qui ont décrit la traversée comme "*un véritable cauchemar*". D'après eux, la situation à bord s'est tendue après trois jours de navigation. L'un des occupants de la pirogue, "*probablement affecté par la dureté du voyage, a eu un épisode de désorientation, ce qui a amené les trois capitaines à le tenir pour responsable des malheurs du trajet, en lui infligeant de sévères coups ainsi qu'à ceux qui l'ont défendu*", décrit la Garde civile. En représailles, les passeurs "*auraient décidé d'assassiner quatre d'entre eux pour effrayer le reste des migrants*". À son arrivée à El Hierro, un autre passager a dû être transféré à l'hôpital où il a été opéré après une blessure à la poitrine, qui pourrait être due à un coup de couteau, selon la police espagnole.

L'Espagne est l'une des trois principales portes d'entrée de l'immigration en Europe, avec l'Italie et la Grèce. D'après les données du ministère, 43 737 migrants ont accosté aux Canaries entre janvier et la mi-décembre 2024, contre 36 888 sur l'ensemble de l'année 2023, soit une hausse de 18,6 %.

### **Près de 10 000 morts et disparus en 2024**

Selon l'ONG Caminando Fronteras, 10 457 personnes sont décédées ou portées disparues sur les routes migratoires menant vers l'Espagne en 2024. Parmi ces victimes, 1 538 étaient des enfants. Un rapport paru le 26 décembre 2024 détaille les données compilées par l'ONG auprès des familles et rescapés de naufrages sur cette route, "*la plus meurtrière au monde*". L'immense majorité des victimes, 9 757 personnes, ont perdu la vie sur la route des Canaries.

L'année 2024 bat ainsi un triste record. En 2023, Caminando Fronteras avait décompté 6 618 personnes mortes ou disparues sur ces routes migratoires menant à l'Espagne. Un chiffre déjà en hausse de 177% par rapport à 2022, alors le plus haut jamais atteint depuis 2007, selon l'ONG.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) comptabilise, 979 morts et disparus en 2024 sur les routes de l'Atlantique vers les Canaries. L'an dernier, elle enregistrait aussi un chiffre en-deçà de celui de Caminando Fronteras, à savoir 1 200 morts. Mais l'institution onusienne le reconnaissait alors: "*Il y a sûrement plus de morts que ce que révèlent nos statistiques*". Car l'OIM recense uniquement les naufrages "*dont on est certains à 100%*". L'ONG Caminando Fronteras, elle, se base sur les appels de détresse des migrants en mer ou de leurs familles pour élaborer ses rapports annuels.

*"Il est plus facile d'avoir des certitudes sur la route de la Méditerranée que sur celle de l'Atlantique, plus longue, et dont les bateaux sont plus difficiles à repérer". "Ce chemin en plein océan est très dangereux, c'est donc probable qu'il y ait beaucoup de naufrages dont personne n'entend parler."* De fait, en 2024, l'ONG Caminando Fronteras affirme qu'au moins 131 embarcations ont été perdues au large. Avec toutes les personnes à bord, depuis portées disparues.

Les proches de victimes demeurant sans nouvelles font face à des difficultés "*particulièrement choquantes*" pour déposer des plaintes ou prélever les échantillons d'ADN nécessaires aux identifications des corps, commente le rapport de l'ONG. Celle-ci souligne néanmoins "*quelques progrès dans la réception des plaintes et des exemples de bonnes pratiques*", en citant les services de police judiciaire de la garde civile espagnole de Costa Teguisse à Lanzarote, de Huércal à Almería ou encore le poste de commandement d'El Hierro. Mais les obstacles à l'exercice des droits de ces familles de disparus restent légion. Celles-ci sont "*re-victimisées par un système qui les stigmatise et considère leurs proches comme des victimes de seconde zone*", déplore l'équipe de Caminando Fronteras.

Le rythme des tentatives ne faiblit pas. Les arrivées et opérations de sauvetage se succèdent en cette fin d'année. Tôt jeudi 26 décembre 2025, trois embarcations transportant environ **200 personnes ont été secourues** et leurs occupants débarqués sur les ports de Los Cristianos, sur l'île

de Tenerife, et de La Restinga, sur l'île d'El Hierro. La journée de Noël a été marquée par des "*arrivées continues*". Au moins huit embarcations ont débarqué dans l'archipel des Canaries. La dernière, avec 63 exilés subsahariens à bord, est arrivée au port de Los Cristianos. Avant elle, sept autres sont arrivées à Gran Canaria et à El Hierro, avec à leur bord **près de 400 personnes**.

Les centres d'opération du Salvamento Marítimo de Tenerife et Las Palmas ont coordonné les sauvetages de sept de ces embarcations. Plusieurs bateaux des sauveteurs espagnols ont été déployés, en plus d'un avion. Des navires privés présents sur zones ont également apporté leur soutien aux opérations.

Parmi toutes les embarcations naufragées ou disparues des radars recensées par l'ONG espagnole, pas moins de 70% étaient parties de Mauritanie en 2024. Ce pays s'affirme, depuis fin 2023, comme le principal point de départ migratoire vers les Canaries. Après la route des Canaries, qui concentre l'immense majorité des naufrages, la route algérienne - traversant la mer Méditerranée - vers l'Espagne est la deuxième plus meurtrière, selon le registre de l'ONG. Au moins 517 victimes y ont été recensées en 2024.

## **Baléares**

### **Près de 100 migrants ont atteint l'archipel en une journée**

Mercredi 1er janvier 2025, 98 migrants à bord de quatre canots différents ont débarqué aux Baléares. Vers midi, la Garde civile locale a intercepté 20 personnes d'Afrique subsaharienne et une personne d'origine maghrébine qui arrivaient en bateau sur la plage de La Xanga, sur l'île d'Ibiza.

Deux heures plus tard, une embarcation transportant 21 exilés d'origine maghrébine a été localisée dans la zone de Pilar de la Mola, au sud de Formentera. Un troisième bateau, avec à son bord 31 personnes d'origine nord-africaine, a lui aussi été intercepté au cours de la journée par la Garde civile dans la même zone.

Dans la soirée, les secours maritimes espagnols sont venus en aide à 25 autres ressortissants d'Afrique subsaharienne, à bord d'un quatrième canot repéré à une vingtaine de kilomètres de Santa Ponça, au sud-ouest de Majorque.

Depuis 2022, la route migratoire algérienne qui relie l'Algérie à l'Espagne se déplace de plus en plus à l'est, en direction des îles Baléares, une zone moins surveillée. Les arrivées y sont de plus en plus fréquentes. Le 29 décembre déjà, 18 personnes ont atteint l'île de Formentera, et ont été rejointes par 74 migrants arrivés dans trois embarcations distinctes quelques heures plus tard.

Selon le décompte de l'agence de presse espagnole EFE, au cours de l'année 2024, au moins **5 924 exilés ont débarqué aux Baléares**, contre 2 278 l'an passé, soit presque trois fois plus.

Fin novembre 2024, après l'arrivée de près de 300 personnes dans l'archipel, la police nationale, en charge de l'enregistrement des nouveaux arrivants dans les Baléares, s'était dite "*débordée*". L'augmentation des arrivées sur ces îles a d'ailleurs fait l'objet d'un débat au Sénat espagnol à la mi-novembre.

*"Au cours des sept derniers jours, près de 1 000 migrants ont atteint les côtes des îles Baléares, parmi lesquels des jeunes, des enfants et des femmes enceintes"*, avait alors déclaré le sénateur de l'archipel. *"Les administrations locales ont atteint leurs limites, et sentent seules et abandonnées"*. En réponse, le ministre de l'Intérieur avait assuré devant les parlementaires que cette route migratoire *"ne s'était pas consolidée"* cette année.

## **Sur la route migratoire entre l'Algérie et l'Espagne, une hausse effrayante des naufrages**

Un jeune Algérien de 26 ans a plusieurs fois été pêcheur, et était bon nageur, il connaissait bien la mer. Il a aussi été saisonnier sur le littoral algérien. Cette nuit de fin novembre, lorsqu'il a embarqué avec 12 autres personnes dans un petit bateau à moteur sur une plage d'Alger pour gagner l'Espagne, *"il avait conscience des risques qu'il prenait"*, assure sa cousine. *"Mais il avait tellement de copains qui étaient partis comme ça et qui avaient réussi ..."* Mais il n'arrivera jamais à Alicante,

sa destination. Après cinq kilomètres seulement en mer, son embarcation prend l'eau. S'ensuit une altercation avec le conducteur du bateau, qui finit par se renverser. *"Tout le monde est tombé à l'eau, y compris une famille avec une enfant de 6 ans et un bébé"*, raconte sa cousine. Les garde-côtes algériens sont prévenus, mais la localisation du naufrage n'est pas la bonne. Les naufragés, qui n'ont pas de gilet de sauvetage, attendent près de six heures en pleine mer. Il fait grimper la petite fille sur un bidon d'essence. Lorsqu'un groupe de jeunes, prévenus de leur départ, parvient finalement à les retrouver, il est trop tard. Le bébé et sa mère sont retrouvés morts. Le jeune algérien et deux autres passagers sont portés disparus. Il avait d'abord envisagé de partir de chez lui *"dans les règles"*, sur les conseils de sa famille. Le jeune homme avait fait des demandes de visa pour l'Union européenne, le Canada et le Royaume-Uni. Mais, comme Hamza, aucune ne lui a été accordée. Aujourd'hui, sa mère *"pense qu'il est en prison en Espagne"*. *"On ne lui a pas dit ce qu'il s'était vraiment passé, car elle a une santé très fragile"*, confie sa cousine. Tous les jeunes du quartier, en revanche, ont appris sa mort et celle des autres passagers. *"Le lendemain du drame, beaucoup embarquaient à leur tour dans un bateau"*.

Ce naufrage n'est pas un cas isolé. Sur cette route migratoire qui relie l'Algérie à l'Espagne, les drames sont *"de plus en plus fréquents"*, et *"des cadavres apparaissent sur la côte [espagnole] plusieurs jours après [...] que les secours ont été alertés"*, indique la Garde civile. D'après l'ONG Caminando Fronteras, au moins 517 personnes sont mortes sur cette voie en 2024. Elles étaient 464 en 2022, et 191 en 2021. Cette année aussi, 26 embarcations ont *"totalement disparues"* en mer, avec tous leurs passagers. Des chiffres qui font de ce passage en Méditerranée la deuxième route la plus meurtrière pour l'Espagne, derrière celle des Canaries.

La route des Baléares empruntée depuis plusieurs années par les candidats à l'exil, s'est consolidée depuis 2021. Les passagers déboursent entre 2 000 et 4 000 euros, parfois plus, pour effectuer ce trajet à bord de petits bateaux à moteurs de 60 à 140 chevaux, totalement inadaptés à ce type de traversées en pleine mer. En 2024, 13 952 migrants ont été comptabilisés sur cette voie.

Les candidats au départ embarquent depuis Oran, Mostaganem, Tipaza ou Alger et naviguent en direction du sud de la péninsule ibérique. Ils sont parfois secourus au large d'Almeria, Carthagène, Murcie ou Alicante.

Mais depuis 2022, la route algérienne se déplace de plus en plus à l'est, vers les Baléares, une zone moins surveillée. Le 29 décembre 2024, 18 personnes ont atteint l'île de Formentera, et ont été rejointes par 74 migrants arrivés dans trois embarcations distinctes quelques heures plus tard. Depuis le 1er janvier 2024, 5 793 personnes au total ont débarqué aux Baléares, soit 154,3 % de plus que les 2 278 exilés arrivés dans l'archipel en 2023. Cet itinéraire, moins couvert par les secours, est tout aussi *"périlleux"*. *"Les dangers de cette traversée sont même plus importants en raison des distances plus longues, mais aussi parce qu'il existe un risque élevé de perdre le cap et de se retrouver dans les zones les plus hostiles de la mer Méditerranée"*.

Sur cette voie, les profils des *"harragas"*, sont aussi plus vulnérables. Le rapport constate la présence régulière *"d'adolescents qui voyagent seuls"*, et qui cherchent à rejoindre de la famille en Europe. *"Pour beaucoup, en France"*. Ces mineurs sont habituellement originaires d'Algérie, mais de plus en plus de jeunes subsahariens, syriens, ou palestiniens embarquent, eux aussi, depuis les côtes algériennes. D'après l'ONG espagnole, *"près de 40 % des personnes qui s'engageant sur cette route maritime des Baléares proviennent désormais de pays autres que l'Algérie"*. Les jeunes enfants accompagnés de leurs mères sont également de plus en plus nombreux. *"Beaucoup d'entre eux étaient précédemment passés par la Libye et la Tunisie avant d'être refoulés dans le désert"*, précise l'association.

### **"Pas d'avenir"**

Ces dernières années, les embarcations de fortune parties d'Algérie se remplissent souvent de familles entières. En octobre 2021, le vice-président de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'Homme (LADDH) décrivait ce phénomène comme *"une 'harga' [migration en français] familiale inédite"*, qui trouve racine dans la morosité économique plombant le pays depuis

2014 et la chute du cours du pétrole.

*"En Algérie, il n'y a pas la guerre. Mais le chômage des jeunes, même diplômés, poussent la plupart à partir. Dans ce pays, si vous ne connaissez personne pour vous pistonner, vous n'avez pas d'avenir". "Et quand vous voyez que la plupart des gens que vous connaissez ont quitté le pays, sont heureux ailleurs et que vous, vous continuez à galérer malgré les années, partir devient votre seul objectif".*

*"Ici, même les jeunes avec un diplôme ne trouvent pas de travail, et ils s'ennuient», selon un algérien dont le frère originaire de Tizi Ouzou avait disparu en mer. "Hamza disait que la vie en Algérie, c'était fatigant. Alors quand il est entré à l'université de sociologie, il a rapidement fait des demandes de visa étudiant. À chaque fois, elles ont été refusées".*

## GRECE

### Un refoulement au large de Samos le soir du 1er de l'an

Le dernier refoulement de l'année 2024 s'est produit au large de Samos, à quelques heures du passage à la nouvelle année. Un groupe de 39 exilés, dont 23 enfants, a été intercepté par les garde-côtes grecs juste avant qu'il ne touche terre sur cette île. Le groupe a été conduit à bord du navire des garde-côtes. Les exilés ont été fouillés, leurs effets personnels confisqués, forcés de monter dans deux radeaux de sauvetage et abandonnés à la dérive au milieu de la mer dans le noir. L'équipage des navires des garde-côtes a réussi à regagner le port de justesse pour participer aux célébrations et aux feux d'artifice, alors que la nouvelle année commençait, tandis que 39 âmes ont été abandonnées en mer à la dérive dans le noir. Les naufragés n'avaient aucun moyen d'appeler à l'aide, les garde-côtes ayant pris soin de confisquer leurs téléphones.

file:///C:/Users/miche/Downloads/article\_44334.pdf

### **La Grèce est condamnée, mardi, dans une affaire de refoulement de demandeurs d'asile.**

Une ressortissante turque a gagné hier, mardi 7 janvier 2025, une bataille historique contre l'État grec. La Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a donné raison à cette femme, refoulée illégalement en 2019 vers la Turquie alors qu'elle voulait demander l'asile en Grèce. Dans son verdict, la Cour reconnaît deux choses : premièrement que son droit d'asile a été bafoué. *"La requérante a été renvoyée dans son pays d'origine, la Turquie, qu'elle fuyait, sans qu'un examen des risques qu'elle courait au regard de l'article 3 de la Convention, et donc de sa demande de protection internationale, ait été préalablement effectuée"*. Deuxièmement, et c'est une première, la Cour accuse la Grèce de se livrer à des *"refoulements systématiques"* de demandeurs d'asile vers la Turquie. Dans son arrêt, *"la Cour estime qu'elle dispose d'indices sérieux laissant présumer qu'il existait (en 2019) une pratique systématique de refoulements par les autorités grecques de ressortissants de pays tiers depuis la région d'Evros vers la Turquie"*. Jamais encore l'État grec n'avait été condamné pour une affaire de refoulement de demandeurs d'asile.

Athènes a eu beau nié *"totalement la version des faits"* de la requérante - et les *"pushbacks"* de manière générale -, la Cour disposait de suffisamment de preuves pour condamner le pays européen. La jeune femme, arrivée dans la matinée du 4 mai 2019, avait été renvoyée en Turquie le soir-même. *"Il a été suffisamment démontré que la requérante a été présente en Grèce et, surtout, qu'elle a été vue pour la dernière fois sous la garde d'agents grecs à la place de Nea Vyssa (région de l'Evros) en fin d'après-midi/début de soirée du 4 mai 2019, avant de réapparaître aux premières heures du lendemain matin du côté turc de l'Evros, où elle été arrêtée"*. La Cour européenne des droits de l'Homme a condamné la Grèce à lui verser 20 000 euros.

Dans une deuxième affaire similaire, jugée aussi ce jour-là, un Afghan n'a en revanche pas eu gain de cause, faute de preuves suffisantes liées à son expulsion depuis l'île de Samos vers la Turquie. Reste que ce *"double verdict a le mérite de livrer une vérité judiciaire que la justice grecque*

*n'a pas l'indépendance de pouvoir exprimer, à savoir que les refoulements sont pratiqués à grande échelle à la frontière européenne".*

Cette condamnation d'Athènes a ému les ONG de défense de droits de l'Homme. *"Il s'agit là d'une décision symbolique très importante (...). Ce verdict, c'est une reconnaissance pour toutes les victimes de refoulement et pour les nombreux réfugiés qui arrivent en Grèce - en particulier dans la région frontalière avec la Turquie - et qui se retrouvent, de manière systématique, privés du droit de déposer une demande d'asile"*, a commenté une avocate au sein du Conseil grec pour les réfugiés. Depuis des années, les rédactions internationales récoltent de nombreux témoignages d'exilés victimes de ces expulsions illégales en Grèce, qu'elles se déroulent dans la région de l'Évros ou en mer Égée.

### **"situation d'urgence" face à la hausse des arrivées d'enfants en 2024**

Les arrivées d'enfants exilés en Grèce ont doublé en 2024. Plus de 13 000 mineurs sont arrivés dans le pays par la mer au cours des 11 premiers mois de cette année, selon le Haut-commissariat pour les réfugiés des Nations unies (HCR). Parmi ces enfants, 3 000 sont des mineurs non accompagnés ou séparés de leurs familles. Soit le double de l'année précédente, au cours de laquelle 1 490 d'entre eux avaient débarqué en Grèce. Le pic d'arrivées s'est surtout concentré sur le premier semestre 2024, au cours duquel 6 400 enfants (isolés ou accompagnés) sont arrivés, soit quatre fois plus qu'à la même période en 2023. 86 % de ces enfants étaient âgés de moins de 15 ans, toujours selon les statistiques onusiennes.

*"Ce à quoi nous assistons équivaut à une situation d'urgence pour les enfants comme nous n'en avons pas vu depuis des années"*, a déclaré la directrice de l'ONG Home Project, qui soutient les enfants migrants à Athènes. *"Il y a un nombre considérable d'enfants qui arrivent chaque jour sur des bateaux et il est urgent de créer davantage d'espaces sûrs pour les héberger"*.

Parmi les nouveaux arrivants orientés vers le projet Home figurent des enfants exceptionnellement jeunes en provenance de Syrie et d'Égypte. Les ONG constatent aussi une augmentation notable du nombre d'enfants empruntant la route migratoire allant de la Libye vers la Crète. Des centaines d'enfants se retrouvent désormais sur les îles de Samos, Leros et Kos, parfois sans vêtements ni chaussures adaptés et peu d'accès aux services essentiels, le tout à l'approche de Noël. Un rapport de Save The Children et du Conseil grec pour les réfugiés, paru le 11 décembre 2024, alerte sur le sort de ces enfants. Dans les camps réservés aux personnes migrantes, ceux-ci vivent dans des *"conditions alarmantes"*, affirment les ONG, qui pointent notamment le *"manque de services de protection"*, la présence de nuisibles ou encore *"une nourriture de mauvaise qualité"*.

À leur arrivée, les enfants, à l'instar des adultes, doivent souvent passer deux à trois semaines dans une *"zone sécurisée"*, avant d'être transférés dans des centres dédiés. Or, *"il n'y a rien à faire dans la zone sécurisée, aucune activité, récréative ou autre. Ils s'ennuient et l'endroit ressemble à une prison – ce n'est pas du tout adapté aux enfants. C'est un conteneur entouré de barbelés"*, dénonçait déjà en juillet 2024 une avocate pour le Conseil grec pour les réfugiés.

Une jeune fille de 16 ans, qui a fui l'Afghanistan avec sa famille, décrit la vie dans le camp de Katsikas, à l'ouest du pays, comme *"étouffante"*. Les conditions de vie dans ce camp isolé pèsent aussi sur son jeune frère : *"il n'a pas beaucoup d'amis et il se sent tellement seul. Nous l'avons emmené voir un psychologue dans le camp, mais c'est juste une brève rencontre et ensuite un 'au revoir'. Il est si triste qu'il se ronges les ongles. (...) Il veut une vie normale comme les autres enfants"*.

Le gouvernement grec a récemment annoncé que 500 places supplémentaires seraient créées pour des enfants dans des environnements protégés *"une fois que le financement serait trouvé"*. Cette annonce a fait suite à une indignation collective suite au viol et aux violences dans le camp de Malakasa, en décembre. *"Nous sommes tous choqués par cet incident"*, avait alors déclaré la vice-ministre des Migrations, tandis que la Cour suprême avait ouvert une enquête.

*"Les enfants fuyant les crises humanitaires arrivent en Grèce dans l'espoir d'y trouver la sécurité, mais se retrouvent piégés dans une nouvelle crise", a commenté le directeur Europe de Save the Childre. Après le transit dans les "zones sécurisées", "les centres d'accueil censés les héberger sont des lieux de peur et d'isolement, caractérisés par la violence, des conditions de vie alarmantes et un manque de services d'aide."*

Les mineurs non accompagnés sont orientés vers des structures d'accueil dédiées : *"des dispositions spécifiques sont prises en fonction de l'âge et de la situation familiale de l'enfant. Ils sont placés soit dans des hébergements à long terme pour mineurs isolés, avec un quotidien en semi-indépendance ; soit dans des familles d'accueil. En théorie, si un mineur isolé ne dispose pas d'un abri sûr, il peut appeler la ligne téléphonique du mécanisme national d'intervention en cas d'urgence. Celle-ci "se chargera immédiatement de vous placer dans un foyer pour mineurs", d'après le gouvernement.*

En octobre, le Comité des droits de l'homme avait félicité la Grèce pour ses efforts en direction des mineurs non accompagnés. La mise en place du mécanisme national de réponse d'urgence a été particulièrement salué : celui-ci *"a aidé des milliers de mineurs non accompagnés en situation précaire depuis 2021"*, selon le rapport du Comité. Depuis 2023, la Grèce a aussi introduit un système national de tutelle, dont l'objectif est de soutenir le déploiement de tuteurs légaux pour l'accès aux droits des mineurs non accompagnés.

Mais ces dispositifs ont une efficacité encore relative : en janvier 2024, la Cour européenne des droits de l'Homme avait épinglé la Grèce pour son incapacité à protéger un adolescent afghan demandeur d'asile, arrivé en Grèce en 2018, et resté sans abri pendant les six mois qui ont suivi.

### **Des avocats demandent une enquête plus approfondie sur le naufrage de Pylos**

Au lendemain de l'annonce par la justice grecque de la fin de l'enquête préliminaire, les avocats des survivants et familles de victimes du naufrage de Pylos déplorent un dossier qui *"contient de graves lacunes et omissions"*. Ainsi, ils réclament un examen juridique plus approfondi de l'affaire du naufrage meurtrier de l'Adriana survenu en juin 2023 près de Pylos, en Grèce. Le nombre exact de victimes de ce naufrage est encore inconnu. Seules 104 personnes ont survécu et 82 corps ont été retrouvés lorsque ce bateau de pêche parti de Libye à destination de l'Italie, avec jusqu'à 750 personnes à son bord, a chaviré le 14 juin 2023 dans les eaux internationales au large de la péninsule du Péloponnèse (sud-ouest de la Grèce). On estime que le bilan des victimes s'élève à plus de 500 morts.

Une enquête avait été ouverte par un tribunal naval local mais ses conclusions préliminaires ne semblent pas concluantes, selon le groupe d'avocats grecs qui représentent les proches des victimes. Ceux-ci regrettent notamment que les responsables des garde-côtes ne soient pas assignés à comparaître, comme l'a été l'équipage du navire des garde-côtes qui surveillait le navire de migrants. *"L'absence de toute enquête sur les responsabilités des organismes de recherche et de sauvetage compétents et sur la direction des garde-côtes grecs est assourdissante"*, ont-ils déclaré. Certains éléments de preuve importants n'ont pas été pris en compte jusqu'à présent, comme un enregistrement des communications entre tous les responsables impliqués dans l'opération en mer. Il est *"urgent de lever le secret des communications téléphoniques"* du centre de secours, et des *"organes hiérarchiques, y compris le chef et le chef adjoint des garde-côtes"*, estiment les avocats.

En conclusion, ils regrettent qu'un an et demi après le naufrage, *"de nombreuses questions restent sans réponse, même en ce qui concerne l'évaluation des actions des autorités portuaires compétentes"*. *"Il faut que la transparence et l'accès à toutes les preuves possibles soient assurés pour que les autorités judiciaires puissent enquêter sur ces faits, car, à ce jour, aucune explication raisonnable n'a été fournie pour les actes"*.

Athènes a rapidement été accusée d'être à l'origine de l'accident. Les rescapés ont affirmé que les garde-côtes avaient fait chavirer le chalutier en tentant de le remorquer en dehors des eaux

grecques. "Les garde-côtes grecs ont demandé aux migrants de les suivre, mais ils n'ont pas pu", avait à l'époque indiqué l'ancien Premier ministre après une rencontre avec les survivants. "Les autorités ont alors jeté une corde, mais parce qu'ils ne savaient pas comment tirer cette corde, le navire a commencé à se balancer à droite et à gauche, avait-il raconté. Le bateau des garde-côtes allait trop vite, et le navire des migrants penchait déjà sur la gauche. C'est comme ça qu'il a coulé." Une enquête démontrait par ailleurs que le bateau bondé était à l'arrêt au large de la Grèce et nécessitait une aide urgente, contrairement à la version donnée par les garde-côtes grecs, selon laquelle les exilés faisaient route vers l'Italie à une vitesse régulière.

Les rescapés estiment que la Grèce a violé le droit international, celui des droits de l'Homme et celui de l'Union européenne (UE) en ne portant pas secours plus tôt aux exilés. Et ce, alors que le navire avait été repéré plusieurs heures avant qu'il ne coule par Athènes et Frontex.

Les autorités grecques, elles, continuent de soutenir leurs garde-côtes. "Leurs actions sont conformes aux obligations internationales du pays", avaient-elles déclaré quelques mois après le naufrage. Les agents travaillent "24 heures sur 24, avec efficacité, un sens élevé des responsabilités, du professionnalisme" et un "respect absolu de la vie humaine et des droits de l'Homme".

## ITALIE

### le nombre d'arrivées de migrants par la Méditerranée a chuté en 2024

L'Italie a connu une baisse importante (58 %) des arrivées de migrants par la Méditerranée en 2024. 66 300 arrivées ont été enregistrées en 2024, soit une baisse de 58 % par rapport à l'année 2023. Le Bangladesh (21 %), la Syrie (19 %), et la Tunisie (12 %) représentent les trois principales nationalités des migrants débarqués.

Le ministre de l'Intérieur italien s'est félicité d'avoir bloqué "les départs de 192 000 migrants irréguliers en provenance de Libye et de Tunisie à destination de nos côtes". Au mois de décembre 2024, quelque 2 780 personnes ont débarqué sur les côtes italiennes, principalement à Lampedusa, contre 8 124 au mois de novembre, en baisse de 66 %. La Libye reste le principal pays de départ avec 89 % des arrivées comptabilisées en Italie, devant la Tunisie et la Turquie.

La Première ministre a fait de la lutte contre l'immigration clandestine sa priorité pour ces prochaines années. Elle a multiplié les accords d'externalisation de la protection des frontières avec la Tunisie et la Libye (dont l'Italie est le premier partenaire économique) pour limiter les départs, en échange d'aide économique. Si les ONG s'indignent de la signature d'accords avec des pays où les cas de maltraitance concernant des migrants sont largement documentés, plusieurs dirigeants internationaux comme le ministre de l'Intérieur français, le Premier ministre britannique ou la présidente de la Commission européenne soutiennent désormais la méthode de Rome.

L'Italie a aussi décidé d'entrer en guerre contre les ONG qui opèrent dans le sauvetage de migrants en Méditerranée. Avec le décret "Piantadosi" (du nom du ministre de l'Intérieur italien), celles-ci sont forcées de se rendre "sans délai" au port de débarquement assigné par les autorités italiennes juste après un premier sauvetage. Impossible donc pour les bateaux de procéder à une autre opération de secours - sauf accord exceptionnel de Rome. En cas de désobéissance, les navires humanitaires font face à des risques d'amendes et immobilisations de leur bateau. "Il est faux et offensant de prétendre que les sauvetages en mer, dans lesquels nos unités navales sont actives avec un engagement et un professionnalisme reconnus dans le monde entier, soient empêchés", s'est récemment défendu le ministre de l'Intérieur.

Force est de constater que les ONG n'ont plus autant de libertés qu'avant. En 2023, Rome a procédé à 23 arrestations de navires de sauvetage. "Cela revient à 540 jours de paralysie pendant lesquels les navires des ONG n'ont pas pu secourir [de migrants] sur l'une des routes les plus

*meurtrières au monde*". Entravée dans son activité, MSF a annoncé la fin des opérations de sauvetage de son navire Geo Barents en Méditerranée. La première ministre italienne a connu un revers à propos des centres de rétention pour migrants construits en Albanie et destinés à soulager le système d'accueil italien. Un tribunal de Rome a suspendu l'utilisation de ces centres et forcé le gouvernement italien à rapatrié les 24 migrants qui y avaient été envoyés en vue d'une expulsion vers un pays tiers. Le gouvernement Meloni a fait appel et la cour de Cassation doit désormais décider si les tribunaux peuvent conserver leur pouvoir discrétionnaire dans l'évaluation d'un "*pays sûr*".

### **Les suicides de migrants tunisiens dans les prisons italiennes sont en augmentation**

Le nombre de décès par suicide de migrants tunisiens dans les prisons italiennes est en augmentation. C'est ce sombre bilan qu'a dénoncé un ancien député et militant de la société civile, sur les réseaux sociaux, le 30 décembre, après la mort d'un migrant tunisien dans la prison de Plaisance au nord de l'Italie. Lui et des ONG tunisiennes alertent depuis plusieurs années sur les conditions de détention des migrants tunisiens arrivés illégalement en Italie et les répercussions sur leur santé mentale.

Il s'agit du dixième décès tunisien dans les prisons italiennes pour l'année 2024, selon un militant. Le nom du migrant n'a pas été révélé mais l'ancien député a insisté sur le silence des autorités tunisiennes et italiennes sur ces morts suspectes. En novembre, une famille tunisienne enterrait un tunisien de 20 ans, décédé aussi dans une prison italienne d'un apparent suicide.

En mars, un père de famille tunisien de 29 ans décède aussi dans des circonstances suspectes pendant son incarcération. Si, en Tunisie, ces morts sont traitées comme des faits divers, de nombreuses associations tunisiennes et italiennes dénoncent depuis des années les mauvais traitements que subissent les migrants tunisiens dans les centres de détention administrative et les prisons italiennes.

Une enquête menée par Avocats sans frontières en 2022 suite à la mort de deux migrants tunisiens dans ces centres avait révélé que 88% des migrants tunisiens de retour d'Italie avaient subi des maltraitements physiques et psychologiques. Certaines pouvant pousser à l'automutilation et au suicide.

En juin 2024, un responsable tunisien à l'Institut national confédéral d'assistance en Italie a déclaré que 3 000 migrants tunisiens étaient détenus dans les prisons italiennes.

### **20 migrants portés disparus après un naufrage au large de Lampedusa**

Vingt migrants sont portés disparus - dont cinq femmes et trois enfants - après le naufrage d'un canot survenu mardi 31 décembre 2024 en pleine mer entre la Libye et l'île de Lampedusa. Sept rescapés ont pu être secourus par les autorités italiennes, parmi lesquels un enfant syrien âgé de 8 ans qui souhaitait rejoindre son père en Allemagne. Sa mère, qui l'accompagnait lors de la traversée, n'a pas été revue depuis le naufrage, rapporte le maire de Lampedusa. Les autres survivants sont deux adultes syriens, deux Soudanais et deux Egyptiens. Ils ont été transférés à Porto Empedocle, en Sicile.

Partie de Zouara au nord-ouest de la Libye dans la soirée du lundi 30 décembre 2024, l'embarcation a violemment tangué et de nombreux exilés à bord du bateau sont tombés à l'eau, selon le récit des rescapés. Leur canot, qui transportait 27 personnes, a commencé à prendre l'eau à 32 km au large de la Libye. Le bateau s'est ensuite mis à se balancer, créant un mouvement de panique et entraînant la chute de 20 exilés dans la mer. "*Nous ne comprenions plus rien, nous étions tous terrifiés*", racontent les migrants. Un des six adultes survivants "*a serré fort*" le petit garçon syrien de 8 ans pour l'empêcher de tomber à l'eau. Malgré "*les fortes vagues et des vents violents*", les sept rescapés ont réussi à atteindre les abords de Lampedusa mardi soir, avant d'être repérés et secourus par les garde-côtes locaux.



Après leur sauvetage, une opération de recherche a été lancée pour tenter de retrouver les disparus au large de l'île italienne, en vain. Les garde-côtes italiens ont finalement arrêté l'opération et signalé le drame aux autorités maltaises et libyennes pour qu'elles prennent le relais dans leur propre zone de recherche. *"Ils n'ont pas pu atteindre la côte. Savoir que ces pauvres âmes étaient si proches mais qu'elles n'ont pas pu y parvenir est d'autant plus douloureux"*, a réagi le maire de Lampedusa.

Dans le même temps, **278 exilés**, dont les sept rescapés du naufrage, sont arrivés à Lampedusa au cours des dernières heures. Plusieurs embarcations d'Égyptiens, Pakistanais, Bangladais, Syriens, Palestiniens, Marocains, Soudanais et Éthiopiens ont rejoint les côtes de l'île italienne entre mardi 31 décembre 2024 et mercredi 1<sup>er</sup> janvier 2025.

D'autres migrants en revanche n'ont jamais atteint leur destination. Dimanche 31 décembre, après le naufrage d'un canot au large de la Tunisie, **deux corps** dont l'un d'un enfant de 5 ans, ont été retrouvés, tandis que **17 personnes ont pu être secourues** par les autorités tunisiennes.

En 2024, près de 1 700 migrants sont morts ou disparus en tentant de traverser la Méditerranée centrale pour rejoindre l'Europe, selon l'OIM.

## EUROPE

### **BOSNIE- HERZEGOVINE**

#### **Il risque la peine de mort en Irak, mais ne reçoit pas l'asile en Bosnie-Herzégovine**

Un Irakien de 60 ans demande l'asile en Bosnie-Herzégovine depuis son arrivée dans le pays en 2022, mais sa demande n'a pas été acceptée, car la Cour de Bosnie-Herzégovine n'a pas déterminé qu'il existait des risques réels que cet homme soit persécuté en Irak. Au lieu d'obtenir l'asile, l'Irakien a été placé en détention, les services de renseignement et de sécurité estimant qu'il représentait une menace pour la sécurité nationale de la Bosnie-Herzégovine.

Depuis plus de huit mois, il est interné dans un Centre d'immigration proche de Sarajevo, un établissement fermé où les déplacements sont strictement limités. Dans ce centre, il attend la décision finale de la Cour de Bosnie-Herzégovine sur son expulsion, mais il a déposé un recours auprès de la Cour constitutionnelle de Bosnie-Herzégovine, affirmant que ses droits avaient été violés lors de la procédure d'asile.

file:///C:/Users/miche/Downloads/article\_44334.pdf

### **ROYAUME-UNI**

#### **Sanctions dirigé contre les réseaux de passeurs de migrants**

Le gouvernement britannique a décidé d'innover avec un tout nouveau régime de sanctions dirigé contre les réseaux de passeurs de migrants. Ce nouveau régime contribuera à prévenir, combattre et dissuader l'immigration illégale et le trafic illicite de migrants vers le Royaume-Uni, a déclaré le chef de la diplomatie britannique, ajoutant que ce dispositif serait une première dans le monde. Le Royaume-Uni envisage de faire payer l'entrée sur son territoire. La France devrait-elle adopter une mesure similaire pour ses touristes étrangers ?

Ce nouveau régime, qui doit entrer en vigueur dans le courant de l'année, permettra de cibler les individus et entités qui organisent ces dangereuses traversées de la Manche, et qui réalisent d'importants profits en exploitant des personnes vulnérables. Il doit ainsi endiguer les flux financiers à leur source. Les autres régimes de sanctions existants (contre certains dirigeants iraniens, ou encore les soutiens à la guerre lancée par la Russie contre l'Ukraine), prévoient notamment des gels d'avoirs,

des restrictions financières ou encore des interdictions d'entrer sur le territoire britannique.

Concrètement, les autorités britanniques prévoient, de geler les avoirs des passeurs et des fabricants de "small boats" qui collaboreraient avec les trafiquants. Le but, selon le gouvernement : "Endiguer les flux financiers à leur source". Le ministère des Affaires étrangères "prévoit de collaborer étroitement avec les alliés internationaux" pour mener à bien son projet. Mais cette mesure ne s'appliquera qu'aux avoirs britanniques des passeurs, souvent basés à l'étranger, qui utilisent rarement les réseaux bancaires traditionnels. La majorité des trafiquants utilisent un réseau informel basé sur de l'argent liquide. Ce plan est "très similaire aux pouvoirs utilisés contre les terroristes, ce qui nous permet de saisir leurs biens, de les empêcher de voyager et de les mettre hors d'état de nuire", pense le gouvernement.

Le gouvernement a créé un nouveau centre de commandement dédié à la sécurité des frontières et a renforcé sa coopération avec ses partenaires européens pour traquer ces réseaux.

<https://www.ouest-france.fr/europe/royaume-uni/londres-va-creer-un-regime-de-sanctions-contre-les-passeurs-de-migrants-9aa2888a-ce13-11ef-8d90-909e2a097509>

### **Le Royaume-Uni suspend 6 500 demandes d'asile de ressortissants syriens**

Au Royaume-Uni, à la fin du mois de février 2021, plus de 20 000 réfugiés syriens avaient été réinstallés dans le cadre d'un programme gouvernemental, d'après le Refugee Council. En 2019, environ 47 000 Syriens vivaient au Royaume-Uni, mais ce nombre serait depuis tombé à environ 30 000.

Environ 6 500 de dossiers de demandeurs d'asile syriens sont suspendus au Royaume-Uni, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur britannique dévoilés à la fin de l'année. Avec la chute de Bachar al-Assad le 8 décembre 2024, Londres a décidé de mettre en attente les demandes de personnes originaires de Syrie en attendant de voir comment la situation dans le pays évolue. Le Royaume-Uni n'est pas le seul État à avoir suspendu les études des dossiers d'asile syriens. À l'instar de Londres, Paris a annoncé dimanche 5 janvier 2025 qu'environ 700 dossiers d'asile syriens sont suspendus à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) "en attendant d'en savoir plus". En Autriche, ce sont 7 300 dossiers qui sont suspendus, parmi les quelque 100 000 Syriens vivant dans le pays. L'Allemagne aussi est en attente. Ces décisions européennes ont été rapidement critiquées par des ONG. "Les pays devraient éviter de plonger les réfugiés syriens et les personnes en quête d'asile dans des situations d'incertitude et de précarité accrues. Bien au contraire, la sécurité des personnes demandeuses d'asile doit être placée au cœur de la prise de décision et non sacrifiée au profit de la politique anti-réfugiés qui s'empare actuellement de l'Europe", avait déclaré la directrice du bureau d'Amnesty international auprès des institutions européennes.

### **Forte hausse des arrivées clandestines de migrants par la Manche en 2024**

Au total, **36 816 personnes ont réussi** la périlleuse traversée durant l'année écoulée, soit 25% de plus qu'en 2023, mais moins que le record atteint en 2022, avec 45 774 arrivées. L'année 2024 affiche toutefois un triste record, avec au moins **76 personnes mortes** en tentant la traversée, dans une vingtaine de naufrages. Ce phénomène est devenu un enjeu majeur de la politique britannique, à la fois pour les précédents gouvernements conservateurs, qui avaient promis de « reprendre le contrôle » des frontières après le Brexit, que pour les travaillistes arrivés au pouvoir cet été.

Au total, **depuis 2018** et l'apparition de ces traversées dû au renforcement des contrôles des camions empruntant le tunnel sous la Manche, plus de **150 000 migrants** sont arrivés au Royaume-Uni par ce biais. Ils représentent désormais l'essentiel des arrivées illégales détectées par les autorités. Sur le seul mois de décembre 2024, plus de 3 200 migrants ont effectué la traversée, avec 322 personnes arrivées le 28 décembre 2024 ou 451 le jour de Noël, et plus de 400 encore le lendemain.

Les données complètes sur leur nationalité seront publiées ultérieurement, mais entre septembre 2023 et septembre 2024, les principaux pays d'origine étaient l'Afghanistan, l'Iran, la Syrie, le Vietnam et l'Érythrée.

Le gouvernement a ainsi mis sur pied un nouveau centre de commandement dédié à la "sécurité des frontières" et a renforcé sa coopération avec ses partenaires européens, dont Europol. Objectif : traquer ces groupes criminels aux activités souvent transnationales. Il a promis dans le même temps de renforcer la lutte contre les réseaux de passeurs, qu'il entend traiter "*comme des terroristes*". En décembre, il a signé des plans d'action conjoints avec l'Irak et l'Allemagne.

Le Premier ministre met en avant l'augmentation des renvois de migrants vers leur pays d'origine. Près de 29 000 personnes ont été expulsées du Royaume-Uni entre janvier 2024 et début décembre, soit 25 % de plus qu'en 2023 et un niveau inégalé depuis 2017, selon l'Observatoire des migrations, un centre de recherche de l'université d'Oxford.

### **Les familles séparées pendant la traversée de la Manche ne peuvent pas être réunies au Royaume-Uni, selon la justice**

La justice britannique a refusé lundi 23 décembre 2024 la demande de réunification d'une famille kurde qui avait été séparée lors de la traversée de la Manche. En juillet 2024 deux parents kurdes - qui ont fui la Turquie à cause des persécutions à l'encontre de leur communauté - étaient à bord d'un "small boat" avec leurs deux enfants lorsqu'une bagarre a éclaté dans l'embarcation qui faisait route vers le Royaume-Uni. Emportée par les heurts, la mère de famille est tombée à l'eau. Son mari s'est ensuite jeté par-dessus bord pour la sauver, mais ils n'ont pas pu remonter, selon leurs témoignages. Leurs deux enfants ont donc atteint seuls le Royaume-Uni. À leur arrivée, les deux mineurs ont été pris en charge et placés dans une famille d'accueil avant de renouer le contact par téléphone avec leurs parents au bout de quelques jours.

Les parents ont intenté une action en justice afin d'obtenir le droit de se rendre au Royaume-Uni de manière légale et retrouver leurs enfants. Dans une première décision, un juge avait estimé que les parents devaient être autorisés à venir légalement au Royaume-Uni pour y déposer une demande d'asile, estimant que la séparation causait aux enfants "*de la détresse et des dommages psychologiques*". Mais craignant que cette décision fasse jurisprudence et incite les passeurs à faire embarquer plus d'enfants dans leurs embarcations, le ministère de l'Intérieur britannique a décidé de faire appel. Et a obtenu gain de cause.

Lundi 23 décembre, une Cour d'appel britannique a revu la décision initiale et décidé de refuser la demande des parents kurdes. "*Il est très triste que la séparation des enfants et de leurs parents se poursuive pendant au moins plusieurs semaines supplémentaires, ce qui semble désormais inévitable. Mais le secrétaire d'État a des raisons légitimes de refuser l'octroi de l'autorisation d'entrée*", ont déclaré les juges.

"*Il n'existe tout simplement aucune preuve suggérant que le fait de permettre aux parents de retrouver leurs enfants au Royaume-Uni pourrait d'une quelconque manière 'inciter' les passeurs*", a tancé le directeur de l'association Asylum Matters. Et d'ajouter : "*Il est inconcevable que quiconque puisse réagir à une expérience aussi traumatisante pour ces enfants sans ressentir du chagrin. Ils étaient dans un petit bateau, dans une mer déchaînée, à regarder leurs parents lutter contre la noyade... Le fait que notre gouvernement, sachant cela, ait choisi de séparer ces enfants de leurs parents témoigne d'une insensibilité stupéfiante*".

"*Nous examinons ce jugement et il serait inapproprié de commenter les procédures judiciaires en cours*", a déclaré un porte-parole du ministère de l'Intérieur. Le Home Office souhaite d'ailleurs renvoyer les enfants en France. Des discussions en ce sens ont eu lieu entre la ministre de l'Intérieur et son homologue français, qui a accepté un retour en France des deux enfants de 6 et 9

ans sans préciser de date.

Un précédent cas de séparation durant la traversée avait déjà eu lieu en février 2023. Une mère de famille érythréenne avait été séparée de ses enfants après avoir échoué à monter dans l'embarcation à cause d'un mouvement de foule provoqué par la présence de policiers sur la plage. Après une procédure intentée - en vain - avec l'aide d'un cabinet d'avocats, la mère érythréenne avait fini par refaire la traversée de la Manche afin de rejoindre ses trois enfants de 5, 9 et 14 ans au Royaume-Uni.

## AFRIQUE

### LIBYE

#### **Une jeune Éthiopienne et des dizaines d'autres migrants enlevés avec demande de rançon**

Lundi 6 janvier 2025, l'organisation Refugees in Libya, qui documente les exactions dont sont victimes les exilés dans ce pays d'Afrique du nord, a posté un cliché sur le réseau social X : on y voit une femme à genoux, ligotée et bâillonnée. Derrière elle, une cinquantaine d'hommes sont assis sur le sol, le visage caché dans leurs genoux. La scène se déroule à Kufra, dans le sud de la Libye. La jeune femme a 20 ans. Originnaire d'Éthiopie, elle est arrivée en Libye en mai 2024 et aurait été enlevée peu après.

Comme des milliers d'autres migrants subsahariens dans ce pays, elle a été torturée par ses ravisseurs pour extorquer de l'argent à sa famille en échange de sa libération. "*Les demandes de rançons augmentent au fil des semaines*", écrit un militant pour les droits des personnes exilées originaire du Soudan du sud et fondateur de Refugees in Libya. La somme réclamée atteint maintenant 6 000 dollars. Lundi matin, pour l'inciter une fois de plus à envoyer de l'argent, la famille de la jeune femme a reçu une vidéo dans laquelle elle est attachée par les mains au plafond, aspergée d'eau et battue à coups de bâtons. La vidéo était accompagnée de sa photo ligotée et des cinquante hommes derrière elle.

"*Telle est la réalité de la Libye aujourd'hui, [...] La Libye est une machine construite pour réduire les corps noirs en poussière*". "[Le pays] est l'ombre de l'Europe, la vérité non dite de sa politique migratoire, un enfer construit par le racisme arabe et alimenté par l'indifférence européenne. Ils appellent cela le contrôle des frontières, mais c'est de la cruauté déguisée en bureaucratie", indique le militant aujourd'hui réfugié en Italie et lui-même passé par les prisons libyennes au cours de son parcours d'exil.

La Libye est l'un des pays les plus dangereux au monde pour les migrants, et pour les femmes en particulier qui y sont systématiquement agressées sexuellement. Les Subsahariens sont considérés comme de la marchandise. En 2017, une journaliste américaine de CNN avait été témoin que les migrants y étaient vendus comme esclaves dans des marchés.

#### **Plus de 600 migrants expulsés de la Libye vers le Niger**

Dans la nuit du vendredi 3 au samedi 4 janvier, 613 migrants nigériens sont arrivés dans la ville de Dirkou, à l'est du Niger, a affirmé, lundi 6 janvier 2025, Alarme Phone Sahara, une organisation qui porte secours aux exilés dans les régions désertiques du pays. Parmi eux, on compte 63 mineurs. Sur des photos diffusées, on voit une foule de personnes assises sur le sable, capuches ou tissus sur la tête, certaines pieds nus, paraissant exténuées. "*Les membres d'Alarme Phone Sahara*

*ainsi que d'autres représentants de la société civile, de l'État et de structures internationales ont soutenu les arrivants en leur offrant des dattes, des biscuits et de l'eau. Cependant, de nombreux besoins des personnes expulsées n'ont pas encore été satisfaits",* a indiqué l'organisation. Alarme Phone Sahara précise que ces 613 migrants ont été interpellés dans plusieurs villes de Libye, notamment Tripoli, Misrata (ouest) ou Sabha (sud). Ils ont été arrêtés dans la rue, les mosquées ou sur leur lieu de travail. *"Tous leurs biens, des portables et de l'argent, ont été confisqués par les forces libyennes"*.

Les exilés devraient être transférés d'ici quelques jours à Agadez. La petite ville de Dirkou, d'environ 15 000 habitants, compte un centre de transit géré par l'Organisation internationale des migrations (OIM) mais il ne dispose que d'une trentaine de places et affiche déjà complet.

Faute de places suffisantes dans les structures d'hébergement de l'ONU, de nombreux migrants n'ont d'autres choix que de vivre dehors, dans les environs de Dirkou dans une situation d'extrême précarité. Les exilés manquent de tout : d'eau, de nourriture, de couvertures et de produits d'hygiène.

La majorité d'entre eux souhaitent retourner dans leur pays. Mais les transferts opérés par l'ONU est toujours au point mort. En effet, l'OIM est tributaire des processus imposés par les États d'origine pour délivrer les laissez-passer. Chaque nouvelle exigence de ces derniers - entretiens en vidéoconférence avec le migrant, vaccination Covid, formulaires rébarbatifs, etc. - entraîne un peu plus de retard pour les migrants originaires de ces pays, bloquant ainsi tout le processus et provoquant l'embolie du système d'accueil onusien sur le territoire nigérien. Les expulsions à grande échelle de ce type, depuis la Libye, sont relativement nouvelles dans la région de Dirkou. Ces dernières années, elles se concentraient généralement plus à l'ouest, vers Assamaka, à la frontière avec l'Algérie.

### **En 2024, 21 700 migrants interceptés et ramenés de force en Libye**

En une année, les forces maritimes libyennes ont arrêté 21 700 exilés en mer Méditerranée. Le chiffre dépasse le bilan annuel de 2023 (17 000 personnes interceptées) mais reste inférieur à celui de 2022 (24 600 personnes interceptées). Parmi ces exilés ramenés de force en Libye – alors qu'ils tentaient de rejoindre les rives européennes - se trouvent 1 500 femmes et 700 enfants.

La totalité des personnes qui tentent la traversée de la Méditerranée embarquent sur des canots vétustes en bois ou en métal, complètement inadaptés à de tels trajets en mer. Ils sont généralement arrêtés par les garde-côtes dans les eaux territoriales libyennes ou dans les eaux internationales – avec le soutien de l'Union européenne (UE). Depuis 2017, année de la signature d'un accord entre la Libye et l'Italie soutenue par Bruxelles, l'Europe confie aux autorités libyennes la charge de la coordination des sauvetages au large de leurs côtes (tâche qui incombait auparavant à Rome ou à La Valette, à Malte). Le but : *"endiguer"* les arrivées de migrants en Europe. L'accord de 2017 prévoit justement que l'Italie équipe et forme les autorités libyennes pour intercepter les exilés en Méditerranée.

Pour cette raison, il a toujours été fustigé par les ONG de défense des droits de l'homme. Parce que les interventions en mer peuvent être dramatiques en raison de l'inaction des autorités libyennes et de leur amateurisme. Mais aussi parce que les exilés ramenés contre leur gré en Libye se retrouvent généralement en prison où ils sont soumis à des traitements inhumains (tortures, passages à tabac, humiliations, viols, voire assassinats). Le 6 janvier 2025 a été diffusée de la photo d'une Éthiopienne bâillonnée et attachée dans une cellule. Ses ravisseurs réclament 6 000 dollars à sa famille pour sa libération. Les groupes armés n'hésitent pas à kidnapper des migrants d'Afrique subsaharienne en pleine rue, sur la route de l'exil ou dans leur appartement, à filmer les tortures qu'ils leur infligent dans le but d'extorquer de l'argent à leurs proches. Il n'est pas rare non plus que des gardiens des centres de détention officiels revendent eux-mêmes des migrants à des trafiquants.

## **MALI**

### **Naufrage au large du Maroc : au moins 70 disparus dont 25 Maliens**

Au moins 70 exilés ont disparu en mer dans le naufrage d'une embarcation au large du Maroc, le 19 décembre 2024. Parmi eux, 25 personnes sont, pour le moment, officiellement décédées. Le ministre des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration africaine a confirmé jeudi 26 décembre, la nouvelle, en exprimant sa compassion aux familles. Pour l'heure, le gouvernement malien a en effet *"formellement identifié"* 25 de ses ressortissants parmi les victimes. Pour se faire, le ministère précise *"avoir procédé aux recoupements d'informations auprès de différentes sources, notamment les ambassades du Mali en Mauritanie et au Maroc, les parents des victimes, les élus des localités d'origine et de certains rescapés"*.

Mais de nombreuses personnes restent portées disparues. Car les passagers de l'embarcation partie en direction de l'Espagne *"seraient au nombre de 80 au départ"*, a déclaré le ministère malien. Un membre d'Alarme Phone Sahara, réseau bénévole prenant en charge des appels de détresse en mer, évoque un chiffre plus grand encore. *"La pirogue est partie de Mauritanie le 15 décembre"*, avec *"92 personnes dont 88 hommes et 4 femmes"* à bord, selon un membre du réseau basé au Maroc. Seuls 11 survivants ont été retrouvés, dont neuf Maliens. Entre 69 et 81 personnes manquent donc à l'appel, selon que l'on se fie aux estimations des autorités maliennes ou du réseau Alarme Phone Sahara. Et parmi elles, seuls 25 Maliens ont pour le moment été identifiés.

Alarme Phone Sahara affirme avoir signalé l'embarcation en détresse dès le matin du 18 décembre aux autorités marocaines. Les personnes à bord venaient du *"Mali, Sénégal et Mauritanie"*. Elles auraient toutes embarqué sur *"un bateau blanc, qui s'est retrouvé en manque total de carburant"*.

En réponse à ce naufrage, le gouvernement malien a mis en place une cellule de crise pour accompagner les familles des victimes et coordonner les efforts d'identification en collaboration avec les autorités marocaines. Les exilés africains à bord tentaient de rejoindre les côtes espagnoles pour rejoindre l'Europe, empruntant cette route de l'Atlantique extrêmement dangereuse.

## **MAROC**

### **Les sans-papiers vénézuéliens espèrent être régularisés bientôt**

Depuis 2013 et l'élection de Nicolas Maduro, cinq millions de Vénézuéliens ont migré, la grande majorité dans les pays voisins, en Colombie, aux États-Unis, ou en Europe. Ils sont également quelques milliers à avoir trouvé refuge en Afrique. C'est le cas au Maroc où la communauté compterait un millier de personnes, dont une part importante d'artistes. Ils ont trouvé des emplois comme professeur de danse, chanteur dans les bars ou musicien dans les grands hôtels du pays.

Elle vient tout juste terminer sa prestation dans une ambiance de fête. Trois fois par semaine à Casablanca, elle se produit dans différents bars de la capitale économique, alternant entre des tubes pop et des chansons vénézuéliennes. Elle est arrivée en 2013, à une époque où les artistes sud-américains pouvaient entrer au Maroc sans visa, grâce à une politique de coopération économique et culturelle entre le royaume et les pays d'Amérique du Sud. *« Au début, le Maroc a été ouvert pour montrer toute la diversité musicale de l'Amérique latine, les Marocains adorent la musique latine, c'était très joli le projet d'amener des musiciens latinos, de la Colombie, Vénézuéliens, Chiliens. »* Partie pour un contrat d'un an au Maroc, elle y est finalement restée plus de dix ans. *« C'est un pays dont je ne connais pas la culture et j'adore toutes les choses que je ne connais pas, pour découvrir la gastronomie. Le Maroc, c'est un pays avec une sécurité exceptionnelle et c'est pour ça qu'on est resté beaucoup de temps ici, à la différence du Venezuela par exemple »*, explique-t-elle.

En dix ans, plus d'un quart de la population du Venezuela a quitté le pays, fuyant l'effondrement de l'économie et les dysfonctionnements politiques et démocratiques. Environ 2000

d'entre eux auraient ainsi migré au Maroc, à la recherche d'opportunités et fuyant les difficultés économiques et politiques de leur pays. Mais à partir de 2017, les tensions se sont considérablement accrues entre Rabat et Caracas qui a qualifié le Sahara occidental de « *territoire occupé* ». Les visas ont été rétablis. La moitié des Vénézuéliens résidant au Maroc ont quitté le pays, les autres sont restés, condamnés à vivre sans papiers. « *La majorité des Vénézuéliens sont partis pour ça, parce que c'est insupportable d'habiter dans un pays sans-papiers. Tu ne peux pas faire la majorité des choses, il y a des familles dont les enfants sont nés ici. Finalement, la situation des Vénézuéliens reste complexe ici, on est comme en prison.* » Un vénézuélien, musicien, batteur, dans l'un des hôtels les plus luxueux de Marrakech et résidant au Maroc depuis 2013, bien qu'il soit très attaché au Maroc, se retrouve aussi dans l'illégalité. Mais il s'accroche à l'espoir que Nicolas Maduro soit chassé du pouvoir prochainement pour que sa situation administrative s'améliore : « *Le problème, c'est Maduro, on est dans l'attente.* » Le 10 janvier prochain, date programmée de l'investiture controversée du troisième mandat de l'ancien président.

<https://www.rfi.fr/am%C3%A9riques/20250107-au-cimeti%C3%A8re-de-falfurrias-au-texas-le-r%C3%Aave-am%C3%A9ricain-prend-fin-pour-de-nombreux-migrants-anonymes>

## **SENEGAL**

### **un groupe Facebook pour venir en aide aux familles de migrants portés disparus**

Créé en 2018, pour retrouver une pièce d'identité égarée, le groupe Facebook « *trouvé ou perdu* » est depuis devenu l'une des principales plateformes de recherche de migrants disparus en mer. "Il y a des demandes presque tous les jours. Dans la semaine, on peut avoir cinq à six cas minimum de déclaration. On fait la publication avec l'image de la personne, et on parle de la période où la personne a pris la pirogue. C'est comme ça qu'on obtient parfois des informations." Avec plus de 200 000 abonnés, le groupe Facebook s'est imposé comme la plateforme de recherche des disparus. Il y a trois mois, les treize administrateurs bénévoles de la page ont même créé une application pour accélérer l'identification des victimes, un site web est aussi en préparation.

"On travaille avec les hôpitaux, les sapeurs-pompiers et la gendarmerie, et le plus souvent, il nous envoie des images des gens qui sont repêchés dans la mer pour qu'on puisse faire la publication pour permettre aux abonnés d'identifier ces personnes." Une demande qui révèle l'ampleur du désarroi des familles qui se demandent si les migrants disparus ont été arrêtés, détenus, ou s'ils sont morts en mer. Du côté du ministère des Sénégalais de l'extérieur, on confirme que les demandes de renseignement des familles de migrants sont nombreuses et que face à l'ampleur des départs clandestins, beaucoup de disparitions restent non élucidées. À ce jour, il n'existe aucun dispositif de l'Etat pour recenser les migrants morts ou portés disparus.

## **SOUDAN**

### **8 millions de déplacés internes, plus de 3 millions de personnes ont fui le pays**

Le conflit au Soudan a entraîné des déplacements massifs de populations : en plus des plus de huit millions de déplacés internes, plus de 3 millions de personnes ont fui le pays. Le nombre de réfugiés soudanais en Libye a ainsi doublé en 2024, indique une agence de l'ONU.

Conséquence de la guerre qui ravage le pays depuis avril 2023, entre 400 et 500 ressortissants soudanais franchissent la frontière de la Libye chaque jour, indique le Haut-commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR). L'agence onusienne recense actuellement 210 000 réfugiés soudanais en Libye. Un chiffre qui n'est qu'une estimation de leur nombre réel.

L'un des principaux points d'entrées : Al-Koufrah, dans le sud-est de la Libye. Les Soudanais font face à des conditions de vie difficiles, des prix très élevés. En cette période hivernale, le besoin de couvertures et de vêtements chauds se fait sentir. "Je ne pense pas que le monde se rende

*compte de la gravité de la crise soudanaise et de son impact", estimait il y a deux semaines le coordinateur régional du HCR. L'agence de l'ONU en appelle à la communauté internationale pour pouvoir fournir aux réfugiés nourriture, l'eau potable, santé et éducation.*

## **TUNISIE**

### **Plusieurs migrants morts intoxiqués au monoxyde de carbone dans les oliveraies de Sfax**

Le 27 décembre 2024 le seul médecin présent a constaté la mort d'une jeune femme Guinéenne de 26 ans, dans les campements des oliveraies autour de la ville de Sfax. *"Elle avait probablement eu très froid et elle a allumé un feu avec du charbon pour se réchauffer mais elle est morte intoxiquée par du monoxyde de carbone",* a expliqué ce médecin anesthésiste originaire de Sierra Leone, lui-même candidat au départ. *"Nous avons ensuite appelé la police et ils sont venus récupérer le corps."*

Dans ces campements établis en pleine nature, le docteur s'emploie, avec cinq infirmières, elles aussi exilées, à soigner ce qui peut l'être. Pour cette petite équipe médicale, cela revient à faire de la médecine de crise avec un stéthoscope, un tensiomètre, quelques bandages et de quoi suturer des plaies lorsque le matériel a réussi à atteindre les campements grâce à l'aide discrète de Tunisiens ou d'exilés. Mais le médecin ne se contente plus de soigner, la prévention fait dorénavant partie de sa mission. Car la mort causée par le monoxyde de carbone n'est pas le premier drame. Le 19 décembre 2024, un Ghanéen de 23 ans, était déjà mort d'une intoxication, dans des circonstances similaires.

Un migrant vivant dans les oliveraies contacté explique dormir à cinq sous une tente de fortune, pour se tenir chaud, en vain. Ce Gambien, présent en Tunisie depuis un an et demi, explique n'avoir pas d'argent pour s'acheter une veste ou une couverture. Lui aussi dit avoir recours à des feux de camp parfois pour combattre le froid. Cette vie à la rue, il l'endure pour sa famille. *"Mon père est décédé, ma mère est vieille, et je suis l'aîné de mes frères et sœurs. C'est à moi de faire ce voyage pour les aider."* Les campements de migrants des oliveraies sont régulièrement détruits par les forces de l'ordre. Les migrants qui ont perdu leurs affaires risquent alors de vouloir se réchauffer en allumant des feux dans des abris reconstruits à la hâte.

Selon une étude réalisée en juillet 2024 par le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux auprès de 379 migrants interrogés dans trois gouvernorats (Tunis, Sfax et Médenine), *"40,1 % des migrants ne disposent pas d'accès à l'eau potable et près de 70 % affirment connaître des migrants en manque de nourriture"*. Face à ces conditions de vie et à la violence dont ils sont victimes dans le pays, les exilés sont de plus en plus nombreux à précipiter leur départ de Tunisie en bateau ou pour rentrer dans leur pays.

Les départs depuis les côtes de Sfax ont enregistré une augmentation record durant les premiers mois de l'année 2024, avec plus de 21 000 personnes ayant quitté clandestinement le pays par ses frontières maritimes, a indiqué la Garde nationale tunisienne. Les demandes de retour volontaire auprès de l'Organisation internationale des migrations (OIM) sont en hausse. Entre le 1er et le 25 juin 2024, 3 500 migrants en situation irrégulière ont demandé l'aide de l'OIM pour rentrer chez eux. Un chiffre 2 fois plus élevé par rapport à l'année 2023.

**Vingt-sept corps** de migrants originaires d'Afrique subsaharienne ont été repêchés mercredi 1er janvier 2025 après le naufrage de deux bateaux au large des îles Kerkennah, a indiqué le directeur régional de la Protection civile à Sfax. Parmi ces corps *"figurent des femmes et des enfants"*. La Garde nationale, affirme qu'un bébé fait partie des victimes. Les garde-côtes ont tout de même pu **secourir 83 personnes**, dont 15 ont été conduites à l'hôpital. Parmi ces rescapés figurent 17 femmes et 7 enfants, d'après la Garde nationale. *"Des opérations sont en cours pour rechercher d'autres migrants portés disparus"*. Environ 110 personnes de divers pays d'Afrique subsaharienne



avaient pris place dans ces deux embarcations de fortune, "*parties de la côte près de Sfax dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier*". D'après la plateforme téléphonique d'urgence Alarm Phone, les deux embarcations comptaient respectivement 48 et 71 exilés. Les deux canots ont été trouvés quelques heures plus tard à environ cinq kilomètres des côtes des îles Kerkennah : l'un d'eux a chaviré tandis que l'autre a coulé, pour des raisons encore à déterminer.

"*La politique frontalière a encore tué*", a réagi Alarm Phone. "*De nombreuses personnes sont mortes et ont disparu inutilement [ces derniers jours]. Quelle horrible façon de commencer la nouvelle année. Nos condoléances aux parents et amis des disparus*".

Avec la Libye, la Tunisie dont le littoral se trouve en certains endroits à moins de 150 km de l'île italienne de Lampedusa, est le principal point de départ en Afrique du Nord des migrants cherchant à gagner l'Europe.

### **Deux corps repêchés et 17 migrants secourus par les autorités après un naufrage**

La Garde maritime tunisienne annonce avoir repêché les dépouilles de deux exilés, dimanche 29 décembre 2024, après le naufrage d'un canot au large du nord du pays. Elle précise avoir également porté **secours à 17 migrants** tunisiens, après avoir répondu à un appel d'urgence signalant une embarcation en détresse en mer, qui était tombée en panne et qui prenait l'eau. Selon les autorités, "*le canot transportait initialement 19 migrants tunisiens*". L'opération de sauvetage a permis de secourir 12 personnes. Mais les garde-côtes ont aussi retrouvé le corps d'un exilé ainsi que la dépouille d'un enfant de 5 ans, initialement porté disparu. Cinq autres migrants "*qui se débattaient dans l'eau pour survivre après avoir quitté le canot en panne*" ont également été secourus. "*Les premiers secours et des soins médicaux ont été prodigués aux rescapés, et sept personnes ont été transférées dans des hôpitaux pour être soignées*". Ont été arrêtés quatre individus accusés d'être des passeurs et à l'origine du départ du bateau.

## **AMERIQUE**

### **CANADA**

#### **Migration et réfugiés**

Une politique d'accueil des personnes réfugiées n'est ni une question de charité – comme on l'entend trop souvent dans le discours public – ni un calcul d'intérêt, c'est une question de droits fondamentaux. Surtout quand le Canada, de par sa politique étrangère et économique, a une responsabilité dans les crises politiques, économiques et écologiques qui forcent des millions de personnes à fuir leur pays d'origine. Pourtant, les personnes réfugiées et migrantes font souvent face à un arbitraire des institutions d'accueil, alors même que ces dernières devraient garantir une reconnaissance de leurs droits. Pour la Ligue des droits et libertés, il est tout à fait possible de passer du mythe à la réalité en revenant aux principes fondamentaux des droits humains afin de modifier les politiques d'accueil canadienne et québécoise.

<https://liguedesdroits.ca/cat/themes/migration-et-refugies/>

#### **Levez les obstacles administratifs qui se dressent devant les réfugiés**

Qu'elles soient des personnes réfugiées, des personnes avec une résidence permanente, un statut précaire ou sans statut, elles font face à de nombreux défis tout au long de leur parcours, marqué d'embûches, de persévérance, de courage, de victoires, et des multiples émotions qui s'ensuivent. Une étude de l'Observatoire des inégalités raciales au Québec, affirme que 53,4 % des personnes migrantes résidant dans la province disent avoir subi de la discrimination dans leur emploi

actuel.

Si vous êtes une travailleuse étrangère ou un travailleur étranger temporaire avec un permis fermé, vous dépendez entièrement de votre employeur, car il est impossible de changer d'emploi. Si vous êtes une personne sans statut, votre situation est invivable, vous obligeant à vivre dans l'ombre par crainte d'être déporté. Le système d'immigration et les dispositions juridiques qui l'encadrent engendrent des problèmes, érigent des barrières et perpétuent les inégalités que subissent des personnes déjà en situation de précarité. Les changements annoncés au cours des derniers mois risquent d'accroître le nombre de personnes sans statut.

Après de multiples difficultés, un salvadorien travaille dans un organisme communautaire en région. Ayant surmonté de nombreux obstacles et appris le français, il est au service de la communauté et aide les personnes nouvellement arrivées au Québec. D'autres personnes immigrantes trouvent également leur voie et apportent une contribution considérable à la société québécoise, que ce soit dans le réseau de la santé, le système d'éducation, les entreprises locales, le milieu communautaire, et bien plus encore. À titre d'exemple, en 2015-2016, Statistique Canada rapporte que 189 405 personnes immigrantes occupent un emploi dans une profession infirmière ou d'aide aux soins de santé, représentant 28 % des effectifs dans ces secteurs. Plus récemment, le recensement de 2021 révèle que les personnes immigrantes représentent le quart des personnes travaillant dans le réseau de la santé.

<https://tcri.qc.ca/2024/12/reconnaitre-lapport-des-migrant-e-s-et-lever-les-obstacles-qui-se-dressent-devant-eux/>

## USA

### **De nombreux migrants anonymes sont au cimetière de Falfurrias au Texas**

Officiellement, le nom de ce grand espace ombragé à la limite de Falfurrias est le cimetière du Sacré-Cœur du comté de Brooks au Texas. Mais ici, on le connaît surtout comme le cimetière des John et Jane Doe (*Monsieur et Madame X*), c'est-à-dire, le cimetière des migrants inconnus, victimes des dangers de la région « *C'est plat, c'est sec. C'est sauvage avec de la végétation souvent épaisse, pas facile à traverser. Il peut y avoir des serpents, des pumas, des taureaux, des scorpions. Il y a un peu de tout par ici* ».

Sans oublier la chaleur du sud du Texas et un terrain où il est facile de se perdre et de mourir, comme l'explique correspondant de Telemundo et de la Voix de l'Amérique au Texas : « *S'ils n'ont pas de papiers d'identité sur eux, les migrants décédés sont des cadavres anonymes. Si les familles ne réclament pas les corps entre 30 et 60 jours, les corps terminent dans des fosses communes du cimetière de Falfurrias* ». Des fosses communes qu'il est difficile de localiser quand on visite le cimetière pour la première fois, mais que les locaux connaissent bien. « *Ce terrain vague là, sans pierre tombale, était une fosse commune de migrants anonymes. Il y a quelques années, une université locale est venue. Avec tous les permis en règle, ils ont exhumé les restes pour en avoir l'ADN et faire une banque de datas* ».

Il y a dix ans, les professeurs et étudiants universitaires ont récupéré les restes de 50 migrants anonymes, puis 60 l'année suivante. Si un jour, des familles de migrants disparus les contactent, des comparaisons d'ADN pourraient leur permettre de savoir ce que leurs proches sont devenus. Une femme connaît l'existence de ces fosses communes, puisqu'elle qui vient tous les trois mois pour nettoyer la tombe de sa grand-mère. « *Oui, je connais leur histoire. De nombreux migrants sont enterrés ici parce que malheureusement beaucoup meurent en essayant de traverser la région. C'est souvent à cause de la chaleur; ils n'ont pas de vivres ou d'eau. Ils restent trop longtemps dehors et parfois, ils sont même victimes de basses températures. Parfois, ils n'ont simplement plus d'énergie* ». Des migrants que sa grand-mère aidait sans hésiter, elle qui n'avait pas oublié ses origines mexicaines. « *Je me souviens quand j'étais petite dans le ranch de la famille, je voyais beaucoup de migrants qui avaient réussi à traverser et ma grand-mère avait l'habitude de leur donner de l'eau et des vivres* ».

Aujourd'hui, le relais a été pris par le Centre pour les Droits Humains du Sud Texas, installé à Falfurrias. Quelques semaines avant de mourir d'un cancer du pancréas l'été dernier, le fondateur du centre, y installait encore des bidons d'eau pour les migrants. « *On a un programme de création de points d'eau pour que les migrants qui traversent la région à pied puissent boire et... vivre. On les met dans les ranchs, sur les chemins, là où on peut. En décembre 2023, on en avait installé 77* ».

Très régulièrement, les volontaires et avocats du centre sont appelés lorsque des corps sont découverts dans la nature. Un peu moins quand même ces dernières années. « *Les zones de passages de migrants irréguliers ont changé. En ce moment, ils passent plus à l'ouest, vers Eagle Pass et Piedras Negras. Du coup, il y a un peu moins de morts chez nous. En 2021, on a récupéré 121 corps, l'année suivante 89, et ça baisse lentement* ».

Pour installer les points d'eau et limiter l'hécatombe, le Centre des droits humains du Sud Texas doit convaincre les éleveurs locaux et les propriétaires fonciers. « *Le pays est divisé sur les questions migratoires. La moitié des États-Unis dit 'venez, soyez les bienvenus. Ici, il y a du travail, vous serez protégés, venez'. C'est le message de l'administration actuelle. Mais l'autre moitié est tout à fait contre. Si tu es arrivé irrégulièrement, tu dois être arrêté et emprisonné. Le pays est totalement divisé* ». Et en attendant, les fosses communes du cimetière de Falfurrias continuent de se remplir, la fin du rêve américain pour de nombreux migrants anonymes.

<https://www.rfi.fr/am%C3%A9riques/20250107-au-cimetiere-de-falfurrias-au-texas-le-r%C3%A9ve-am%C3%A9ricain-prend-fin-pour-de-nombreux-migrants-anonymes>

## TEMOIGNAGE

### **Abdoulaye, hébergé dans un centre d'accueil à Madrid : "Ici, on souffre"**

Abdoulaye est hébergé depuis cinq mois dans le centre d'accueil pour migrants d'Alcalá de Henares, à Madrid. Les restrictions de liberté et le manque d'accès aux soins médicaux notamment pèsent sur le moral du jeune homme, déjà fragilisé par une traversée périlleuse sur la route des Canaries.

Abdoulaye\* a pris la mer depuis les côtes ouest africaines et a atteint l'île de El Hierro fin juillet 2024, après une traversée qu'il a encore du mal à évoquer. Quelques semaines plus tard, il est transféré dans le centre d'accueil pour migrants d'Alcalá de Henares, dans la capitale espagnole. Le jeune exilé, ancien étudiant, rêvait de construire sa vie en Europe. Il attend aujourd'hui désespérément de pouvoir demander l'asile et de sortir du centre où il "étouffe".

*"Avec mes camarades, ici, on souffre. Jamais je n'aurais pensé que ce serait si compliqué en Espagne. À mon arrivée dans ce centre, j'ai signé des papiers et on m'a dit : 'vous resterez trois mois maximum'. Force est de constater que la promesse n'est pas tenue. Ce que je souhaite moi, c'est déposer ma demande d'asile dans ce pays, avancer. Mais pour l'instant ça n'a pas été possible. J'ai demandé plusieurs fois à l'association dans le centre d'aller voir les autorités pour constituer mon dossier. Mais à chaque fois, on me dit que ça ne se fera pas, on me répond : 'c'est à cause du ministère [de l'Intérieur]. C'est à lui d'organiser le rendez-vous'.*

Le centre d'Alcalá de Henares est une ancienne caserne militaire, d'une capacité de 1 500 places. Il dépend du ministère de l'Intérieur espagnol, mais l'association Accem sert d'intermédiaire entre les autorités et les migrants pour divers services, administratifs ou sanitaires.

*Nous, on n'a pas le choix, on dépend de l'ONG pour lancer notre procédure. Je ne comprends pas d'où vient le problème. En plus, je ne touche plus rien maintenant. Quand on arrive ici, on nous verse 50 euros par mois, mais pour trois maximum. Au-delà de ce délai, vous n'avez plus rien. Alors je suis complètement bloqué. L'autre gros problème dans cette structure, c'est l'accès aux*

*soins de santé. Je vous le dis, mieux vaut ne pas tomber malade, car on ne s'occupe pas de vous. Juste avant Noël, je me sentais mal, j'ai donc demandé à voir un médecin. Sauf que c'était la veille de week-end, et ces jours-là, il n'y a pas d'équipe médicale. J'ai finalement obtenu un rendez-vous cinq jours plus tard. Moi, ce n'était pas grave, j'ai pu attendre. Ce n'est pas le cas de tout le monde ici.*

*Le 21 octobre, un malien est décédé dans le centre d'Alcalá de Henares. D'après l'Accem, il aurait succombé à une embolie pulmonaire. Mais avant de mourir, le jeune homme a subi une "longue agonie". Pendant six jours, il s'était plaint de douleurs intenses, soignées avec des analgésiques. J'étais là quand ce Malien est mort. J'ai peur depuis car je sais que s'il m'arrive quelque chose de grave, on ne prendra pas soin de moi.*

*Ce qui me pèse aussi, ce sont les restrictions de liberté. On peut sortir dehors, mais on est obligé d'être là à tous les repas, et de revenir à 21h au plus tard. D'accord, avoir un toit sur la tête, c'est une chance. Mais ce cadre n'est pas facile à vivre au jour le jour. Surtout quand vous n'avez aucune perspective d'avenir, comme moi maintenant. Je ne peux pas me projeter. Et ça me mine le moral.*

*En janvier 2024, d'autres témoignages d'exilés du centre allaient dans le même sens. Pour eux, Alcalá de Henares était "pire qu'une prison". "Nous sommes toujours enfermés ici, alors que nous voulons sortir et étudier l'espagnol pour gagner notre vie", déplorait l'un d'eux. "Tu es malade, tu dis que tu dois voir un médecin et ils te répondent 'demain'. Le lendemain, ils vous répètent 'demain'... Et ainsi de suite", racontait un autre.*

*Avec les autres occupants, heureusement on se soutient. On se sent frustré et impuissant, mais on s'entraide. Mon rêve, c'est de pouvoir continuer mes études. J'étais en master dans mon pays, j'aimais beaucoup ce que je faisais, mais j'ai dû tout quitter. Aujourd'hui, je ne préfère plus penser à mes problèmes, je veux oublier le passé et aller de l'avant. Les premières semaines en Espagne, je n'allais pas très bien, entre mes ennuis au pays et la traversée en mer. Mais maintenant, je me sens mieux. J'attends juste de pouvoir commencer ma nouvelle vie".*